

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2022/203241]

## Extrait de l'arrêt n° 69/2022 du 19 mai 2022

Numéro du rôle : 7599

*En cause* : le recours en annulation de l'article 2 du décret de la Région wallonne du 3 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 », introduit par la SRL « Immo Soille ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune et E. Bribosía, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 juin 2021 et parvenue au greffe le 14 juin 2021, la SRL « Immo Soille », assistée et représentée par Me J. Sambon, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 2 du décret de la Région wallonne du 3 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 » (publié au *Moniteur belge* du 14 décembre 2020).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Le recours en annulation est dirigé contre l'article 2 du décret de la Région wallonne du 3 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 » (ci-après : le décret du 3 décembre 2020), en ce que cette disposition confirme l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 « relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 » (ci-après : l'arrêté confirmé).

*Quant à la disposition attaquée et à son contexte*

B.2. Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, la Région wallonne a adopté le décret du 17 mars 2020 « octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 » (ci-après : le décret du 17 mars 2020), « afin de permettre aux autorités wallonnes de prendre dans l'urgence, quasi en temps réel, toute mesure permettant de réagir aux effets de cette crise » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2019-2020, n° 135/1, p. 3). De la sorte, « le Parlement habilite le gouvernement à prendre des arrêtés dans des matières réservées par la Constitution à la norme législative, ce procédé étant admis dans des circonstances exceptionnelles ou particulières » (*ibid.*).

Le décret du 17 mars 2020 octroie ainsi au Gouvernement wallon les « pouvoirs spéciaux » lui permettant de « réagir à la pandémie Covid-19 », de « prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave » (article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>), ainsi que, « en cas d'ajournement du Parlement wallon dû à la pandémie de Covid-19, aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19 et dans la mesure où l'urgence de son action est motivée », de « prendre toutes les mesures utiles dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne » (article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>).

Les arrêtés adoptés en vertu de ces deux dispositions « peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par la Constitution » (articles 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>). Ces arrêtés « peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis », y compris les avis de la section de législation du Conseil d'État « dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement » (article 3, § 1<sup>er</sup>). Ils sont communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, au Président du Parlement wallon (article 3, § 2).

Ces arrêtés doivent être confirmés par décret dans un délai d'un an à partir de leur entrée en vigueur; à défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils sont réputés n'avoir jamais produit leurs effets (article 4).

L'habilitation conférée au Gouvernement par le décret du 17 mars 2020 est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur, ce délai étant prorogeable une fois pour une durée équivalente (article 5). Cette habilitation est donc, « conformément au principe de proportionnalité », « strictement limitée dans le temps, au regard des circonstances sanitaires exceptionnelles qui la justifient » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2019-2020, n° 135/1, p. 3).

B.3.1. L'arrêté confirmé a été pris en vertu de l'habilitation contenue dans le décret du 17 mars 2020, sur la base de la considération que la pandémie du coronavirus Covid-19 « est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et également à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs » (*Moniteur belge* du 20 mars 2020, p. 16592).

Tel qu'il a été pris dans sa version initiale, l'arrêté confirmé disposait :

« Article 1<sup>er</sup>. Les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et règlements de la Région wallonne ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont suspendus à partir du 18 mars 2020 pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Art. 2. L'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, est complété par un paragraphe 4 ainsi rédigé :

« § 4. Les délais applicables au contentieux de l'annulation devant la section du contentieux administratif relatifs à des actes pris par des autorités administratives ou de la réglementation de la Région wallonne sont suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Le Gouvernement peut décider de lever cette suspension avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

Art. 3. Le Gouvernement, par arrêté, constate la fin de la période de suspension visée aux articles 1 et 2.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature ».

B.3.2. Conformément à l'article 2 de l'arrêté confirmé, les délais de recours applicables au contentieux de l'annulation devant le Conseil d'État, relatifs à des actes pris par des autorités administratives ou de la réglementation de la Région wallonne, ont été suspendus pour une durée de trente jours, entre le 18 mars et le 16 avril 2020 inclus.

B.3.3. Le préambule de l'arrêté confirmé indique que la suspension des délais de recours en annulation au Conseil d'État est directement liée à la suspension de tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et de la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celles-ci, ainsi que des délais de rigueur fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 :

« Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services;

Que cette dernière est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et également à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs;

Considérant qu'il convient, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci;

Considérant, qu'il convient également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement [les] procédures administratives et les recours relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis;

Considérant, dès lors, qu'il convient de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Qu'il est proposé que ces délais soient suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. Ces délais recommenceront à courir le lendemain de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de la période de suspension;

Que le Gouvernement peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, de décider de la date à laquelle il cessera de produire ses effets;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus ou de la prolonger;

[...]

Que par ailleurs, le dispositif ici mis en œuvre n'aurait de sens s'il ne s'appliquait pas également aux recours qui peuvent être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'État;

Qu'à ce titre, il convient de modifier l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973 afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative;

Que cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; qu'elle est nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne, qu'elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps » (*Moniteur belge* du 20 mars 2020, p. 16593).

B.3.4. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 « concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 » (ci-après : l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 3), qui n'est pas attaqué, prévoit également, pour les matières transférées à la Région en vertu de l'article 138 de la Constitution, que les délais de recours applicables au contentieux de l'annulation devant le Conseil d'État sont suspendus pour une durée de trente jours, entre le 18 mars et le 16 avril 2020 inclus.

B.4.1. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 « prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 » (ci-après : l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20) a modifié l'arrêté confirmé ainsi que l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 3, et a prorogé la période de suspension prévue par ces arrêtés.

L'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 dispose :

« Article 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 du 18 mars 2020, les mots ' pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. ' sont remplacés par les mots ' pour une première durée de 30 jours, prorogeable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. '.

Art. 2. A l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4 de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, les mots ' pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires ' sont remplacés par les mots ' pour une première durée de 30 jours, prorogeable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. '.

Art. 3. Le délai prévu à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est prorogé d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

Art. 4. Le délai prévu au paragraphe 4 de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, est prorogé d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

[...]

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature ».

B.4.2. Conformément à l'article 4 de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20, la période de suspension des délais de recours applicables au contentieux de l'annulation devant le Conseil d'Etat, fixée à l'article 14, § 4, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (ci-après : les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat), inséré par l'article 2 de l'arrêté confirmé, a été prorogée pour la période du 17 avril au 30 avril 2020 inclus.

Les délais de recours applicables au contentieux de l'annulation devant le Conseil d'Etat relatifs à des actes pris par des autorités administratives ou de la réglementation de la Région wallonne ont dès lors été suspendus, en application de l'arrêt confirmé et de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20, du 18 mars 2020 au 30 avril 2020 inclus.

B.4.3. Le préambule de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 indique :

« Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 15 avril décidant de prolonger la période de confinement jusqu'au 3 mai inclus;

[...]

Considérant que la période de suspension initiale devait en principe se terminer le 16 avril 2020 à minuit;

Considérant néanmoins qu'il convient de proroger, pour une période s'étendant jusqu'au 3 mai inclus, la suspension de tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Que, dès lors, le Gouvernement peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, à décider également de la date à laquelle il cessera de produire ses effets;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus ou de la prolonger » (*Moniteur belge* du 22 avril 2020, pp. 27653-27654).

B.5.1. Conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020, l'article 2, attaqué, du décret du 3 décembre 2020 confirme l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 2, tandis que l'article 4, non attaqué, du décret du 3 décembre 2020 confirme, notamment, les articles 2 et 4 de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20.

Conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 « octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution », l'article 2 du décret du 3 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution » confirme l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 3.

B.5.2. Les travaux préparatoires relatifs à l'article qui est devenu l'article 2, attaqué, du décret du 3 décembre 2020 mentionnent des considérations identiques à celles du préambule de l'arrêté confirmé :

« Cet article vise à confirmer l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population ont été de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne et à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services.

Cette dernière était également susceptible de priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, il convenait de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci.

Il convenait également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement les recours et procédures administratives relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis.

[...]

Compte tenu de ce qui précède, il est apparu nécessaire de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ainsi que les enquêtes publiques.

Ces délais se sont vu suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

[...]

Enfin, le dispositif mis en œuvre s'appliquait également aux recours qui pouvaient être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'Etat.

A ce titre, l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 s'est vu modifié afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative. Cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En effet, la mesure était rendue nécessaire à l'exercice des compétences régionales, en ce compris dans des matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne. Elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et [...] revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2020-2021, n° 292/1, p. 17).

B.6.1. Par ailleurs, l'article 3 de la loi du 27 mars 2020 « habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du virus COVID-19 (I) » (ci-après : la loi du 27 mars 2020) accorde au Roi les « pouvoirs spéciaux » lui permettant, « dans le respect des principes fondamentaux d'indépendance et d'impartialité et en tenant compte des droits de la défense des justiciables », d'« adapter la compétence, le fonctionnement, la procédure, y compris les délais prévus par la loi, de la section du contentieux administratif du Conseil d'État et des juridictions administratives afin d'assurer le bon fonctionnement de ces instances et plus particulièrement la continuité de l'administration de la justice et de leurs autres missions ».

Les travaux préparatoires relatifs à la proposition de loi à l'origine de l'article 3 de la loi du 27 mars 2020 exposent :

« Le bon fonctionnement du Conseil d'État et des juridictions administratives, est assuré en prévoyant la possibilité d'adapter la compétence, le fonctionnement et la procédure. Les mesures peuvent comprendre, entre autres, des dispositions visant à assurer une protection juridique aux parties qui peuvent démontrer qu'elles n'ont pas pu respecter certains délais de procédure en raison de mesures prises pour se conformer aux directives émises par les autorités publiques pour lutter contre le coronavirus » (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, DOC 55-1104/001, p. 8).

B.6.2.1. Conformément à l'habilitation contenue dans cette disposition, l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12 du 21 avril 2020 « concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'État et la procédure écrite » (ci-après : l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12) dispose :

« Sans préjudice des régimes adoptés ou à adopter par les autorités compétentes, les délais, applicables à l'introduction et au traitement des procédures devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État, qui arrivent à échéance pendant la période s'étendant du 9 avril 2020 au 3 mai 2020 inclus, date ultime que le Roi peut adapter par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et dont l'expiration peut ou pourrait entraîner la forclusion ou une autre sanction à défaut de traitement dans les délais, sont prolongés de plein droit de trente jours à l'issue de cette période prolongée s'il échet.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux demandes de suspension d'extrême urgence et aux demandes de mesures provisoires d'extrême urgence introduites au cours de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12 prévoit ainsi, pour les délais applicables à l'introduction et au traitement des procédures devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État venant à échéance entre le 9 avril et le 3 mai 2020, une prolongation de trente jours à l'issue de cette période. Cette mesure ne s'applique cependant pas aux demandes de suspension d'extrême urgence ni aux demandes de mesures provisoires d'extrême urgence introduites pendant cette période.

B.6.2.2. Dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12, il est exposé :

« Depuis que les prescriptions de sécurité plus sévères imposées par le Gouvernement et les restrictions de la vie publique et de la liberté de mouvement qui en découlent sont entrées en vigueur, le risque est devenu réel que des actes de procédure requis devant des organes juridictionnels ne puissent pas être accomplis dans les délais. Certes, la force majeure suspend tout délai, mais il est évident qu'il y aura grand débat quant à la question de savoir si les mesures de lutte contre le coronavirus constituent en toutes circonstances pareille forme, *a fortiori* une forme stricte, de force majeure.

Pour le Conseil d'État également, le risque est réel que des actes de procédure ne puissent pas être accomplis dans les délais.

Pour ce motif, il faut éviter des effets juridiques préjudiciables durant toute cette période, ce qui signifie que les délais de forclusion procéduraux qui arrivent à échéance pendant cette période de crise, doivent être prorogés. Cela s'applique également aux délais de forclusion qui font l'objet d'une sanction analogue, comme par exemple l'écartement d'office des débats d'un mémoire tardif.

À l'instar des procédures devant les cours et tribunaux, le présent projet prévoit dès lors une prorogation des délais de trente jours.

Ce délai de trente jours - et donc pas d'un mois comme il est prévu pour les cours et tribunaux - répond aux prescriptions spécifiques en matière de calcul des délais qui s'appliquent au Conseil d'État.

Cette prorogation s'applique tant aux délais dans lesquels les parties doivent introduire leur demande - en règle générale respectivement soixante ou trente jours - qu'à ceux dans lesquels les parties doivent déposer leurs mémoires, demander la poursuite de la procédure ou accomplir d'autres actes de procédure (par exemple l'introduction d'une demande en intervention). Dans l'intérêt de la sécurité juridique, pareille réglementation simple et uniforme, en quelque sorte 'forfaitaire', s'impose, parce qu'elle défend au mieux les intérêts juridiques et parce qu'elle offre de ce fait à chacun la possibilité d'agir encore dans un délai raisonnable une fois terminée la période de crise actuelle. Par conséquent, afin d'éviter que, par exemple, le jour où prendra fin la crise soit d'emblée celui où il faudrait agir *in extremis*, ce qui pourrait être le cas si les délais sont suspendus, il est opté pour la prorogation de trente jours des délais venant à échéance dans la période visée à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette période supplémentaire de trente jours permet aux parties - tant aux particuliers qu'à leurs avocats - et aux instances concernées - comme les greffes - de se concerter et de se réorganiser afin que les significations, notifications, dépôts de mémoires, communications, etc. puissent à nouveau se faire aisément, et ce pour éviter l'apparition d'un 'goulet d'étranglement' lors du seul jour qui suit immédiatement la fin de la crise ou au cours d'une brève période consécutive à cet événement.

La réglementation proposée sera sans doute perçue dans certains cas comme généreuse, mais les circonstances actuelles ne permettent pas d'appliquer un dosage 'd'apothicaire' pour établir la proportion parfaite ou, le cas échéant, la prorogation pour chacune des nombreuses situations et chacun des délais fixés par la loi séparément.

En outre, cette réglementation poursuit une égalité de traitement des justiciables impliqués dans des procédures devant le juge judiciaire et des acteurs d'une procédure devant le Conseil d'État.

La réglementation envisagée rejoint dès lors, rappelons-le, en tous points, sur le fond, celle qui est envisagée pour les cours et tribunaux.

Enfin, conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, le fait que des situations différentes doivent être traitées différemment n'empêche pas, si nécessaire, d'appréhender leur diversité en faisant usage de catégories qui ne correspondent à la réalité que de manière simplifiée et approximative.

Par ailleurs, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'il s'agit ici d'une mesure d'urgence, par hypothèse temporaire » (*Moniteur belge* du 22 avril 2020, pp. 27761-27762).

B.6.2.3. L'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12 prévoyait également, entre le 9 avril et le 3 mai 2020, des règles dérogatoires pour le traitement des demandes de suspension d'extrême urgence (article 2) et pour la tenue d'une audience publique (article 3), ou pour la communication électronique (articles 4 et 5) devant le Conseil d'État.

La période visée aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12 a été prolongée jusqu'au 18 mai 2020 inclus par l'arrêté royal du 4 mai 2020 « prorogeant certaines mesures prises par l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020 concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'État et la procédure écrite », puis jusqu'au 30 juin 2020 inclus par l'arrêté royal du 18 mai 2020 « prorogeant certaines mesures prises par l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020 concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'État et la procédure écrite ».

Cependant, la prorogation des délais d'introduction et de traitement des procédures visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12 n'a pas été prolongée.

Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal précité du 4 mai 2020 indique à cet égard :

« Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'AR n° 12 ne sont pas prolongées du fait qu'il ne peut y avoir d'insécurité juridique sur une période plus longue en ce qui concerne les actes visés de l'autorité » (*Moniteur belge*, 4 mai 2020, p. 30338).

B.6.3. L'article 2 de la loi du 24 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I) » a confirmé l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12, ainsi que les arrêtés précités des 4 et 18 mai 2020.

*Quant à la recevabilité et à l'étendue du recours*

B.7. À titre principal, le Gouvernement wallon soulève l'irrecevabilité du recours en annulation, en ce qu'il est dirigé contre l'article 2 du décret du 3 décembre 2020 et non contre l'arrêté confirmé par cette disposition.

B.8.1. Lorsqu'un arrêté fait l'objet d'une confirmation décrétales, il devient lui-même, dès la date de son entrée en vigueur, une norme décrétales. La Cour est compétente pour contrôler si la norme décrétales, qui s'est approprié les dispositions de l'arrêté, ne viole pas une des dispositions dont elle doit assurer le respect.

B.8.2. Dès lors qu'il a confirmé l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 2, il y a lieu de considérer que le législateur décrétales s'est approprié les matières réglées dans cet arrêté par le pouvoir exécutif, conformément à l'habilitation contenue dans le décret du 17 mars 2020, de sorte qu'un excès de compétence dans le cadre de l'arrêté confirmé est également imputable au législateur décrétales.

En invoquant une violation des règles répartitrices de compétences qui serait contenue dans le décret de confirmation, en ce que celui-ci s'approprie les dispositions de l'arrêté précité, tel qu'il a été confirmé par le décret attaqué, la partie requérante invite la Cour à vérifier la compatibilité avec les règles répartitrices de compétences de l'ensemble législatif qui constituent l'arrêté confirmé et son décret de confirmation.

B.8.3. Dès lors que la partie requérante dirige ses griefs contre le décret de confirmation, en ce qu'il s'approprie les dispositions de l'arrêté confirmé, il n'est pas requis qu'elle attaque également, dans la requête, l'arrêté confirmé.

En effet, dans le cadre du procédé de pouvoirs spéciaux, comme en l'espèce, une éventuelle annulation rétroactive du décret de confirmation aurait pour conséquence que, conformément à la norme d'habilitation, l'arrêté confirmé serait réputé n'avoir jamais produit ses effets, comme le prévoit l'article 4 du décret du 17 mars 2020.

B.8.4. L'exception est rejetée.

B.9. Selon le Gouvernement wallon, la requête en annulation devrait également être déclarée irrecevable, dès lors que la partie requérante, qui n'a pas attaqué l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20, ni l'article 4 du décret du 3 décembre 2020 le confirmant, ne justifie pas d'un intérêt au recours, alors que c'est en raison de la prolongation opérée par ces dispositions que le recours introduit devant le Conseil d'État contre le permis octroyé à la partie requérante est recevable.

B.10. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.11.1. La partie requérante justifie son intérêt à agir par le fait que le recours en annulation dirigé contre le permis d'urbanisme qui lui a été octroyé serait irrecevable en vertu de la législation fédérale, alors qu'il est recevable en vertu de la législation wallonne attaquée.

B.11.2. Comme il est dit en B.3, l'article 2 de l'arrêté confirmé par l'article 2 du décret du 3 décembre 2020 suspend les délais de recours en annulation devant le Conseil d'État, en insérant un paragraphe 4 dans l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

De la sorte, l'arrêté confirmé par la disposition attaquée a introduit un régime de suspension qui a eu pour conséquence de prolonger le délai durant lequel le permis octroyé à la partie requérante pouvait être attaqué. La disposition attaquée influence dès lors la recevabilité *ratione temporis* du recours en annulation de ce permis, ce qui affecte directement et défavorablement la situation de la partie requérante.

La circonstance que la suspension mise en place par l'arrêté confirmé par la disposition attaquée, à l'article 14, § 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, a été prolongée par l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20, confirmé par l'article 4 du décret du 3 décembre 2020, ne modifie pas ce constat.

B.12. Le Conseil des ministres, quant à lui, invite la Cour à considérer que la requête vise également l'article 4 du décret du 3 décembre 2020, dès lors que cette disposition, qui confirme l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20, serait indissociablement liée à l'article 2 attaqué.

B.13.1. La Cour détermine l'étendue du recours en annulation en fonction du contenu de la requête et en particulier sur la base de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des griefs sont effectivement dirigés.

En l'espèce, la requête est dirigée contre l'article 2 du décret du 3 décembre 2020, mais uniquement en ce qu'il confirme l'article 2 de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 2, qui insère un paragraphe 4 dans l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

B.13.2. La Cour peut toutefois annuler d'office des dispositions qui n'ont pas été attaquées, si elles se révèlent indissociablement liées à la disposition précitée.

*Quant au fond*

B.14. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10, 11 et 160 de la Constitution et des articles 10 et 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce que la disposition attaquée, en confirmant l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 2, empiète sur la compétence réservée au législateur fédéral, sans que les conditions pour invoquer les compétences implicites soient remplies.

Intervenant dans la procédure, le Conseil des ministres soutient l'annulation sollicitée par la partie requérante.

B.15. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt de la partie requérante au moyen unique, pour les mêmes motifs que ceux qui ont été invoqués quant à la recevabilité de la requête.

B.16. Lorsqu'une partie requérante justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions attaquées, elle ne doit pas justifier en outre d'un intérêt aux moyens qu'elle invoque.

Pour le surplus, dès lors que la requête ne contient qu'un moyen unique, l'exception d'irrecevabilité du moyen se confond en l'espèce avec l'exception d'irrecevabilité de la requête, qui a été rejetée.

B.17. Dans les développements du moyen unique, la partie requérante se borne à alléguer que la disposition attaquée viole les règles répartitrices de compétences, sans exposer en quoi les articles 10 et 11 de la Constitution seraient violés.

La Cour n'examine dès lors pas si la disposition attaquée est compatible avec ces dispositions.

B.18. L'article 160 de la Constitution dispose :

« Il y a pour toute la Belgique un Conseil d'Etat, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi. Toutefois, la loi peut attribuer au Roi le pouvoir de régler la procédure conformément aux principes qu'elle fixe.

Le Conseil d'Etat statue par voie d'arrêt en tant que juridiction administrative et donne des avis dans les cas déterminés par la loi.

[...] ».

Cette disposition réserve à l'autorité fédérale la compétence de déterminer la composition, la compétence et le fonctionnement du Conseil d'Etat, y compris les règles de la procédure, et de définir les cas dans lesquels le Conseil d'Etat statue par voie d'arrêt en tant que juridiction administrative et donne des avis.

B.19. En confirmant un arrêté qui modifie, à l'article 14, § 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, les règles générales de procédure applicables au délai de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, le législateur décréte empiète sur la compétence qui est réservée à l'autorité fédérale par l'article 160 de la Constitution.

B.20.1. L'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 permet cependant au décret de disposer dans des matières pour lesquelles les Parlements ne sont pas compétents, y compris, conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, pour régler des matières que la Constitution a réservées au législateur fédéral.

Dans le cadre de l'attribution de pouvoirs spéciaux, les mesures prises par les gouvernements fédérés doivent s'inscrire dans les compétences des communautés et des régions. Ces gouvernements peuvent dès lors, dans ce cadre, adopter des dispositions dans des matières pour lesquelles leurs parlements ne sont pas compétents, pour autant qu'ils agissent, conformément à une habilitation législative et moyennant une confirmation législative, dans le respect des conditions prévues à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.20.2. Pour que l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 puisse s'appliquer, il est requis que la réglementation adoptée soit nécessaire à l'exercice des compétences de la région, que la matière se prête à un régime différencié et que l'incidence des dispositions attaquées sur la matière ne soit que marginale.

B.21.1. Comme il est dit en B.3.3 et en B.5.2, l'arrêté confirmé et la disposition attaquée sont justifiés par l'objectif légitime de « garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci ».

En ce qui concerne l'empiètement sur la compétence fédérale de régler les délais de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, il est avancé que l'intervention de la Région wallonne est « nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne ».

Le dispositif de suspension mis en place se fonde par conséquent sur l'idée d'un parallélisme indispensable entre, d'une part, la suspension des délais de rigueur fixés par ou en vertu de la législation wallonne et, d'autre part, la suspension des délais concernant les recours en annulation introduits devant le Conseil d'Etat à l'encontre des actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne.

Cette position ne peut être suivie. En effet, le fait de suspendre les délais de rigueur « internes » applicables aux procédures administratives traitées par les autorités relevant de la législation wallonne a pour conséquence de suspendre les délais applicables à l'adoption d'actes qui pourraient faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, de sorte que cette mesure suffit pour postposer, par voie de conséquence, la prise de cours des délais de recours « externes » en annulation devant le Conseil d'Etat à l'égard de ces actes. Comme le Conseil d'Etat l'a jugé par son arrêt n° 249.019 du 24 novembre 2020, la suspension des délais de rigueur, applicables à la seule action administrative régionale « n'infère aucune conséquence nécessaire sur la prise de cours et la computation des délais applicables à la procédure juridictionnelle devant le Conseil d'Etat ».

Une mesure de suspension des délais de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, qui est une matière relevant de l'autorité fédérale, n'était donc pas nécessaire à l'exercice des compétences de la Région wallonne.

B.21.2. Le caractère non nécessaire de la mesure attaquée pour l'exercice des compétences de la Région wallonne est encore confirmé par le fait que l'autorité fédérale a elle-même adopté une mesure de prorogation des délais de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12, confirmé par la loi du 24 décembre 2020.

Contrairement à ce qu'allègue le Gouvernement wallon, les termes « sans préjudice des régimes adoptés ou à adopter par les autorités compétentes », contenus dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 12, ne peuvent constituer une habilitation qui serait donnée par le législateur fédéral d'empiéter sur sa propre compétence, dès lors que l'autorité fédérale, les communautés et les régions ne peuvent pas renoncer, abandonner ou échanger une compétence qui leur a été attribuée par la Constitution ou par la loi spéciale de réformes institutionnelles.

B.22.1. On ne peut davantage suivre l'argumentation de la Région wallonne selon laquelle la matière se prêterait à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne, ni l'allégation selon laquelle cette mesure n'aurait qu'un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquerait que pour une période très limitée dans le temps.

B.22.2. La circonstance que la mesure attaquée ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne ne signifie pas que la matière des délais relatifs aux recours en annulation devant le Conseil d'État se prête à un traitement différencié. En effet, comme il a déjà été exposé en B.6, l'autorité fédérale a adopté un dispositif visant à éviter pour les justiciables que la crise sanitaire ait des effets juridiques préjudiciables en ce qui concerne les délais de procédure devant le Conseil d'État. La mesure fédérale de prorogation des délais de procédure expirant entre le 9 avril et le 3 mai 2020, pour une durée de trente jours à l'issue de cette période, poursuit le même objectif que la mesure attaquée, et elle est, comme la mesure attaquée, limitée dans le temps.

Bien qu'ils poursuivent des objectifs identiques et qu'ils constituent des mesures exceptionnelles, le dispositif fédéral et le dispositif régional étaient cependant distincts dans leur conception, leurs effets et leur période de référence, puisqu'il s'agissait, d'une part, d'une prorogation forfaitaire des seuls délais de procédure venus à échéance pendant une période donnée (entre le 9 avril et le 3 mai 2020), pour une durée de trente jours à l'issue de cette période, à l'exclusion des demandes de suspension d'extrême urgence et des demandes de mesures provisoires d'extrême urgence introduites pendant cette période, et, d'autre part, d'une suspension généralisée des délais de recours en annulation devant le Conseil d'État pendant une période donnée (entre le 18 mars et le 30 avril 2020).

Non seulement la mesure attaquée n'était pas nécessaire à l'exercice des compétences régionales, comme il est dit en B.21.1, mais, combinée avec la mesure fédérale de prorogation des délais de procédure, elle a pour effet de créer une insécurité juridique quant à la computation des délais pour les justiciables, qui sont soumis à des traitements procéduraux distincts quant aux délais de recours et de procédure devant le Conseil d'État, selon qu'ils sont ou non parties à un contentieux portant sur des actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne.

B.22.3. Enfin, le fait qu'une mesure s'applique pendant une période très limitée dans le temps ne signifie pas nécessairement que son impact est marginal.

Compte tenu des conséquences de la mesure attaquée au niveau de la sécurité juridique, l'impact de cette mesure, laquelle touche aux règles fondamentales de la computation des délais de recours devant le Conseil d'État, même si elle est limitée dans le temps, ne peut pas être considéré comme étant marginal.

B.23. Le moyen est fondé. Il y a dès lors lieu d'annuler l'article 2 du décret du 3 décembre 2020, en ce qu'il confirme l'article 2 de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 2.

B.24. Doivent également être annulées les dispositions indissociablement liées à la disposition annulée, à savoir l'article 4 du décret du 3 décembre 2020, en ce qu'il confirme les articles 2 et 4 de l'arrêté wallon de pouvoirs spéciaux n° 20.

B.25. Compte tenu de ce qui précède, le moyen nouveau soulevé par le Conseil des ministres conformément à l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, de même que l'exception d'inconstitutionnalité soulevée par le Gouvernement wallon à l'égard de cette disposition ne doivent pas être examinés.

#### *Quant au maintien des effets*

B.26. À titre infiniment subsidiaire, le Gouvernement wallon demande à la Cour de maintenir les effets de la disposition qui serait annulée si le moyen était jugé fondé, afin d'éviter toute insécurité juridique pour les destinataires de la mesure, et de tenir compte des conséquences d'une annulation pour le contentieux de l'annulation devant le Conseil d'État.

B.27. Avant de décider de maintenir les effets des dispositions attaquées, la Cour doit constater que l'avantage tiré de l'effet du constat d'inconstitutionnalité non modulé est disproportionné par rapport à la perturbation qu'il impliquerait pour l'ordre juridique.

B.28. Afin d'éviter toute insécurité juridique quant à la computation des délais applicables à la procédure juridictionnelle devant le Conseil d'État qui pourrait découler d'une annulation rétroactive en l'espèce, les effets des dispositions annulées doivent, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, être maintenus définitivement.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule :

- l'article 2 du décret de la Région wallonne du 3 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 », en ce qu'il confirme l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 « relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 »;

- l'article 4 du même décret du 3 décembre 2020, en ce qu'il confirme les articles 2 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 « prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 »;

2. maintient les effets des dispositions annulées.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 mai 2022.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

P. Nihoul

## GRONDWETTELIJK HOF

[2022/203241]

## Uittreksel uit arrest nr. 69/2022 van 19 mei 2022

Rolnummer 7599

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 3 december 2020 « houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 », ingesteld door de bv « Immo Soille ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune en E. Bribosia, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 11 juni 2021 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 juni 2021, heeft de bv « Immo Soille », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Sambon, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 3 december 2020 « houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 2020).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 3 december 2020 « houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 » (hierna : het decreet van 3 december 2020), in zoverre die bepaling het bijzonderemachtenbesluit nr. 2 bekrachtigt van de Waalse Regering van 18 maart 2020 « betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 » (hierna : het bekrachtigde besluit).

*Ten aanzien van de bestreden bepaling en de context ervan*

B.2. In het kader van het beheer van de gezondheids crisis ten gevolge van de Covid-19-pandemie heeft het Waalse Gewest het decreet van 17 maart 2020 « tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19 » (hierna : het decreet van 17 maart 2020) aangenomen, « teneinde de Waalse overheid toe te laten met spoed en vrijwel onmiddellijk elke maatregel te nemen om te kunnen reageren op de gevolgen van die crisis » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2019-2020, nr. 135/1, p. 3). Op die manier « machtigt het Parlement de regering ertoe besluiten aan te nemen in aangelegenheden die door de Grondwet zijn voorbehouden aan de wetskrachtige norm, waarbij die procedure is aanvaard in uitzonderlijke of bijzondere omstandigheden » (*ibid.*).

Het decreet van 17 maart 2020 kent aldus aan de Waalse Regering de « bijzondere machten » toe die haar toelaten « te reageren op de pandemie Covid-19, [...] alle nuttige maatregelen [te] nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar » (artikel 1, § 1), alsook « in geval van verdaging door het Waalse Parlement toe te schrijven aan de pandemie Covid-19 [...] enkel met het oog op het waarborgen van de continuïteit van de openbare dienstverlening ondanks de pandemie Covid-19 en voorzover de dringende noodzakelijkheid van haar optreden gemotiveerd is, [...] alle nuttige maatregelen [te] nemen die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen » (artikel 2, § 1, eerste lid).

De besluiten die krachtens die twee bepalingen zijn aangenomen, « kunnen de vigerende decretale bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen zelfs in aangelegenheden die bij de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet voorbehouden zijn » (artikelen 1, § 2, eerste lid, en 2, § 2, eerste lid). Die besluiten « kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden », met inbegrip van de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State « in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen » (artikel 3, § 1). Zij worden meegedeeld, vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, aan de voorzitter van het Waals Parlement (artikel 3, § 2).

Die besluiten moeten bij decreet worden bekrachtigd binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding ervan; bij gebreke van bevestiging binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden ze geacht nooit uitwerking te hebben gehad (artikel 4).

De machtiging die bij het decreet van 17 maart 2020 aan de Regering is verleend, is drie maanden geldig te rekenen vanaf de inwerkingtreding ervan, waarbij die termijn één keer verlengbaar is voor een gelijkwaardige duur (artikel 5). Die machtiging is dus, « overeenkomstig het evenredigheidsbeginsel », « strikt beperkt in de tijd, in het licht van de uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden die deze verantwoordt » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2019-2020, nr. 135/1, p. 3).

B.3.1. Het bekrachtigde besluit is genomen op grond van de machtiging vervat in het decreet van 17 maart 2020, ervan uitgaande dat de pandemie van het coronavirus Covid-19 « de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang brengt en de burgers ook de mogelijkheid ontnemt om op nuttige en daadwerkelijke wijze hun rechten te gelde te maken in het kader van de administratieve procedures en beroepen » (*Belgisch Staatsblad* van 20 maart 2020, p. 16596).

Het bekrachtigde besluit bepaalde in de oorspronkelijke versie ervan :

« Artikel 1. De dwingende termijnen en de beroepstermijnen, vastgesteld bij de decreten en reglementen van het Waals Gewest of krachtens deze genomen en die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waals Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.



Art. 2. Artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidend als volgt :

§ 4. De termijnen, van toepassing op nietigverklaringsrechtspraak voor de afdeling bestuursrechtspraak voor akten genomen door de administratieve overheden of de reglementering van het Waals Gewest worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.

De Regering kan beslissen deze opschorting op te heffen voor het vervallen van de termijn bedoeld in het eerste lid

Art. 3. De Regering stelt bij besluit het einde van de opschortingsperiode bedoeld in de artikelen 1 en 2 vast.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking daags na de dag waarop het ondertekend wordt ».

B.3.2. Overeenkomstig artikel 2 van het bekrachtigde besluit zijn de beroepstermijnen die van toepassing zijn op het annulatiecontentieux voor de Raad van State, voor akten die zijn genomen door de administratieve overheden of de reglementering van het Waalse Gewest, opgeschort voor een duur van dertig dagen, van 18 maart tot en met 16 april 2020.

B.3.3. In de aanhef van het bekrachtigde besluit wordt aangegeven dat de opschorting van de termijnen voor de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State rechtstreeks is verbonden met de opschorting van alle dwingende termijnen die zijn vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen op grond daarvan, evenals de dwingende termijnen die zijn vastgesteld in de wetten en koninklijk besluiten vallend onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

« Overwegende dat de WGO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Gelet op de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten aantasten en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat laatstgenoemde de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang brengt en de burgers ook de mogelijkheid ontnaemt om op nuttige en daadwerkelijke wijze hun rechten te gelde te maken in het kader van de administratieve procedures en beroepen;

Overwegende dat, met het oog op het garanderen van de continuïteit van de openbare dienstverlening, het gelijkheidsbeginsel gewaarborgd moeten worden en de rechtsveiligheid gevrijwaard dient te worden, maatregelen genomen dienen te worden die ertoe strekken dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis op de dagdagelijkse werking van de overheidsdiensten of omdat [hij zich zelf niet in een situatie bevond die hem toelaat die diensten uit te oefenen];

Overwegende dat er eveneens over gewaakt dient te worden dat de overheidsdiensten in staat worden gesteld de administratieve procedures en de beroepen daadwerkelijk te behandelen die onder hun verantwoordelijkheid vallen en tegelijk voorkomen wordt dat er bij ontstentenis beslissingen worden genomen in het geval van onmogelijkheid om in de vereiste termijnen te handelen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is alle dwingende termijnen op te schorten, vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Overwegende dat voorgesteld wordt dat deze termijnen opgeschort worden te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden. Deze termijnen beginnen opnieuw te lopen daags na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering waarbij het einde van de opschortingsperiode wordt vastgesteld;

Overwegende dat de Regering ertoe gedwongen kan worden, over de datum van inwerkingtreding van een besluit te beslissen, het redelijk is haar er in huidige omstandigheden toe te machtigen te beslissen over de datum waarop een besluit ophoudt uitwerking te hebben;

Overwegende dat de maatregel, beoogd in dit besluit van bijzondere machten, immers in deze mate buitengewoon is dat het aangewezen is deze te beëindigen zodra blijkt dat deze maatregel niet langer verantwoord is dan wel te verlengen;

[...]

Overwegende dat de hierbij ingevoerde regeling overigens op generlei wijze zinvol zou zijn indien zij niet eveneens van toepassing zou zijn op de beroepen die voor de Raad van State ingediend kunnen worden tegen akten van bestuurlijke overheden die onder de Waalse wetgeving vallen;

Overwegende dat het dienaangaande passend is artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 te wijzigen om in dezelfde voorwaarden de opschorting voor dezelfde periode vast te leggen betreffende het aanhangigmaken van zaken voor de administratieve rechtspleging;

Overwegende dat deze maatregel verantwoord is op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; dat [hij] noodzakelijk is voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden daar de hierbij ingevoerde regel van elke samenhang ontdaan zou worden indien een extern beroep tegen een bestuursakte op een wijze behandeld zou worden die zou verschillen van een intern beroep, dat [hij] zich tot een gedifferentieerde behandeling leent voor zover [hij] enkel betrekking heeft op de akten van de administratieve overheden vallend onder het recht van het Waals Gewest en slechts een marginale impact inhoudt voor zover [hij] enkel tijdens een zeer beperkte tijdsduur van toepassing zal zijn » (*Belgisch Staatsblad* van 20 maart 2020, p. 16596).

B.3.4. Artikel 3 van het bijzonderemachtenbesluit nr. 3 van de Waalse Regering van 18 maart 2020 « betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 » (hierna : het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 3), dat niet wordt bestreden, voorziet eveneens erin, voor de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet aan het Gewest zijn overgedragen, dat de beroepstermijnen die van toepassing zijn op het annulatiecontentieux voor de Raad van State worden opgeschort voor een duur van dertig dagen, van 18 maart tot en met 16 april 2020.

B.4.1. Het bijzonderemachtenbesluit nr. 20 van de Waalse Regering van 18 april 2020 « tot verlenging van de termijnen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot

hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 » (hierna : het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20) heeft het bekrachtigde besluit alsook het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 3 gewijzigd, en heeft de periode van opschorting waarin die besluiten voorzien, verlengd.

Het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 bepaalt :

« Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 worden de woorden ' voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden ' vervangen door de woorden ' voor een eerste duur van 30 dagen, die tweemaal kan worden verlengd tot een bij een besluit van de Regering vastgestelde datum, waarbij elke periode telkens niet langer mag zijn dan 30 dagen en de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden. '.

Art. 2. In het eerste lid van paragraaf 4 van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 worden de woorden ' voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden ' vervangen door de woorden ' voor een eerste duur van 30 dagen, die tweemaal kan worden verlengd tot een bij een besluit van de Regering vastgestelde datum, waarbij elke periode telkens niet langer mag zijn dan 30 dagen en de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden. '.

Art. 3. De termijn bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, wordt verlengd met een nieuwe periode die begint op 17 april 2020 en eindigt op 30 april 2020.

Art. 4. De termijn bedoeld in paragraaf 4 van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 wordt verlengd met een nieuwe periode die begint op 17 april 2020 en eindigt op 30 april 2020.

[...]

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt ».

B.4.2. Overeenkomstig artikel 4 van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 wordt de periode van opschorting van de beroepstermijnen die van toepassing zijn op het annulatiecontentieux voor de Raad van State, vastgesteld in artikel 14, § 4, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (hierna : de gecoördineerde wetten op de Raad van State) ingevoegd bij artikel 2 van het bekrachtigde besluit, verlengd voor de periode van 17 april tot en met 30 april 2020.

De beroepstermijnen die van toepassing zijn op het annulatiecontentieux voor de Raad van State voor de akten die zijn genomen door de administratieve overheden of de reglementering van het Waalse Gewest, zijn dus opgeschort, met toepassing van het bekrachtigde besluit en van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 van 18 maart 2020 tot en met 30 april 2020.

B.4.3. In de aanhef van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 wordt aangegeven :

« Gelet op de beslissing van de federale Regering van 15 april 2020 om de inperkingsperiode te verlengen tot en met 3 mei 2020;

[...]

Overwegende dat de oorspronkelijke opschortingsperiode in principe op 16 april 2020 om middernacht moest eindigen;

Overwegende dat het evenwel passend is de opschorting van alle dwingende termijnen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, voor een periode die tot en met 3 mei loopt, te verlengen;

Overwegende dat de Regering ertoe gedwongen kan worden, over de datum van inwerkingtreding van een besluit te beslissen, het dan ook redelijk is haar er in huidige omstandigheden toe te machtigen ook te beslissen over de datum waarop een besluit ophoudt uitwerking te hebben;

Overwegende dat de maatregel, beoogd in dit besluit van bijzondere machten, immers in deze mate buitengewoon is dat het aangewezen is deze te beëindigen zodra blijkt dat deze maatregel niet langer verantwoord is dan wel te verlengen » (*Belgisch Staatsblad* van 22 april 2020, pp. 27658).

B.5.1. In overeenstemming met artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 bekrachtigt het bestreden artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 2, terwijl het niet bestreden artikel 4 van het decreet van 3 december 2020 met name de artikelen 2 en 4 van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 bekrachtigt.

In overeenstemming met artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 « tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet » bekrachtigt artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 « houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet » het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 3.

B.5.2. De parlementaire voorbereiding betreffende het artikel dat het bestreden artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 is geworden, bevat overwegingen die identiek zijn aan die in de aanhef van het bekrachtigde besluit :

« Dat artikel strekt tot de bekrachtiging van het bijzonderemachtenbesluit nr. 2 van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen op grond daarvan, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19.

De uitzonderlijke gezondheids crisis verbonden aan COVID-19 en de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus bij de bevolking te beperken, hebben ertoe geleid dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest wordt vertraagd, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten wordt aangetast en bepaalde diensten zelfs worden verlamd.

Die laatste liet ook toe dat burgers de mogelijkheid wordt ontnomen op nuttige en daadwerkelijke wijze hun rechten te doen gelden in het kader van de administratieve procedures en beroepen.

Bijgevolg dienden, met het oog op het garanderen van de continuïteit van de openbare dienstverlening, het waarborgen van het gelijkheidsbeginsel en het vrijwaren van de rechtszekerheid, maatregelen te worden genomen die ertoe strekken dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of het nakomen van zijn verplichtingen wegens de impact van de gezondheids crisis op de dagelijkse werking van de overheidsdiensten of omdat hij zich zelf niet in een situatie bevond die hem toelaat die uit te oefenen.

Er diende eveneens erover te worden gewaakt dat de overheidsdiensten in staat worden gesteld de administratieve procedures en beroepen die onder hun verantwoordelijkheid vallen daadwerkelijk te behandelen en daarbij te voorkomen dat er bij ontstentenis beslissingen worden genomen wanneer het onmogelijk is te handelen binnen de vereiste termijnen.

[...]

Gelet op hetgeen voorafgaat, is het noodzakelijk gebleken alle dwingende termijnen die zijn vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of die op grond daarvan zijn aangenomen, evenals die welke zijn vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, op te schorten, evenals de openbare onderzoeken.

Die termijnen zijn opgeschort vanaf 18 maart 2020 en voor een duur van dertig dagen tweemaal verlengbaar voor eenzelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de gezondheidsvoorwaarden.

[...]

Ten slotte was de ingevoerde regeling ook van toepassing op de beroepen die voor de Raad van State konden worden ingesteld tegen akten van bestuurlijke overheden die onder de Waalse wetgeving vallen.

In die zin is artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 gewijzigd teneinde, onder dezelfde voorwaarden, de opschorting voor dezelfde periode vast te leggen betreffende het aanhangig maken van zaken voor het administratieve rechtscollege. Die maatregel is verantwoord op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ten slotte was de maatregel noodzakelijk voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden, met inbegrip van de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet aan het Waalse Gewest zijn overgedragen, daar de hierbij ingevoerde regeling van elke samenhang zou worden ontdaan indien een extern beroep tegen een bestuursakte op een wijze zou worden behandeld die zou verschillen van een intern beroep. Hij leent zich tot een gedifferentieerde behandeling daar hij enkel betrekking heeft op de akten van de administratieve overheden die onder het recht van het Waalse Gewest vallen en [...] heeft slechts een marginale impact daar hij enkel tijdens een zeer beperkte tijdsduur van toepassing zal zijn » (*Parl. St., Waals Parlement, 2020-2021, nr. 292/1, p. 17*).

B.6.1. Daarnaast kent artikel 3 van de wet van 27 maart 2020 « die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I) » (hierna : de wet van 27 maart 2020) aan de Koning « bijzondere machten » toe waardoor Hij « met naleving van de fundamentele beginselen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid en met inachtneming van de rechten van verdediging van de rechtszoekenden, de bevoegdheid, de werking en de rechtspleging, met inbegrip van de bij wet bepaalde termijnen, van de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State en de administratieve rechtscolleges, [kan aanpassen] teneinde de goede werking van deze instanties en in het bijzonder de continuïteit van de rechtsbedeling en hun andere opdrachten te garanderen ».

In de parlementaire voorbereiding betreffende het wetsvoorstel dat aan de grondslag ligt van artikel 3 van de wet van 27 maart 2020 wordt uiteengezet :

« De goede werking van de Raad van State en van de administratieve rechtscolleges wordt verzekerd door in de mogelijkheid te voorzien om de bevoegdheid, werking en rechtspleging aan te passen. De maatregelen kunnen onder meer bepalingen bevatten die moeten toelaten de rechtsbescherming te waarborgen voor partijen die kunnen aantonen dat zij bepaalde proceduretermijnen niet hebben kunnen respecteren ten gevolge van de maatregelen die werden genomen om te beantwoorden aan de richtlijnen die overheden hebben uitgevaardigd ter bestrijding van het coronavirus » (*Parl. St., Kamer, 2019-2020, DOC 55-1104/001, p. 8*).

B.6.2.1. In overeenstemming met de machtiging die in die bepaling is vervat, bepaalt artikel 1 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12 van 21 april 2020 « met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging voor de Raad van State en de schriftelijke behandeling van de zaken » (hierna : het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12) :

« Onverminderd de door de bevoegde overheid getroffen of te treffen regelingen, worden de termijnen, van toepassing op het instellen en het behandelen van de procedures voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State, die vervallen tijdens de periode van 9 april 2020 tot en met 3 mei 2020, einddatum die door de Koning aangepast kan worden bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en waarvan het verstrijken tot verval of tot een andere sanctie leidt of zou kunnen leiden indien niet tijdig wordt gehandeld, van rechtswege verlengd tot dertig dagen na afloop van die in voorkomend geval verlengde periode.

Het eerste lid is niet van toepassing op vorderingen tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid en op vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen bij uiterst dringende noodzakelijkheid ingediend in de periode bepaald in het eerste lid ».

Artikel 1 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12 voorziet aldus, voor de termijnen die van toepassing zijn op het instellen en het behandelen van procedures voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State, die vervallen tussen 9 april en 3 mei 2020, in een verlenging van dertig dagen na afloop van die periode. Die maatregel is evenwel niet van toepassing op de vorderingen tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid noch op de vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen bij uiterst dringende noodzakelijkheid die in die periode zijn ingediend.

B.6.2.2. In het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12 wordt uiteengezet :

« Vanaf de dag dat de strengere veiligheidsvoorschriften van de Regering en de daaruit voortvloeiende beperkingen van het openbaar leven en van de bewegingsvrijheid ingegaan zijn, bestaat het risico dat verplichte proceshandelingen voor jurisdictionele organen niet tijdig verricht zullen kunnen worden. Weliswaar schorst overmacht elke termijn, maar het is evident dat grote discussies zullen ontstaan over de vraag of de corona-maatregelen in alle omstandigheden een dergelijke, laat staan strikte vorm van overmacht opleveren.

Ook voor de Raad van State bestaat het risico dat proceshandelingen niet tijdig verricht zullen kunnen worden.

Op die grond moeten, zolang die periode loopt, nadelige rechtsgevolgen vermeden worden, wat betekent dat processuele vervalltermijnen die gedurende die crisisperiode vervallen, verlengd moeten worden. Dat geldt eveneens voor vervalltermijnen waarop een gelijkaardige sanctie staat, zoals bijvoorbeeld de ambtshalve wering uit de debatten van een laattijdige memorie.

Dit ontwerp voorziet dan ook in een verlenging van de termijnen met dertig dagen, naar het voorbeeld van de procedures voor de hoven en rechtbanken.

Die termijn van dertig dagen - en dus niet één maand zoals voor de hoven en rechtbanken geldt - komt tegemoet aan de specifieke voorschriften voor het berekenen van de termijnen die gelden voor de Raad van State.

De termijnverlenging geldt zowel voor de termijnen binnen dewelke de partijen hun vordering moeten instellen - in de regel respectievelijk zestig of dertig dagen - als voor deze binnen dewelke de partijen hun memories moeten indienen, voortzetting van de rechtspleging moeten vragen of andere proceshandelingen (bijvoorbeeld het indienen van een verzoek tot tussenkomst) moeten stellen. Omwille van de rechtszekerheid dringt een dergelijke eenvoudige en uniforme, a.h.w. ' forfaitaire ', regeling zich op, omdat die het best de rechtsbelangen behartigt, en omdat daarbij iedereen de kans krijgt om binnen een redelijke termijn na het einde van de lopende crisisperiode, alsnog op te treden. Om dus te vermijden dat bijvoorbeeld de dag waarop de crisis ophoudt meteen de dag zou zijn waarop *in extremis* zou moeten worden opgetreden, wat het geval zou kunnen zijn wanneer de termijnen geschorst worden, wordt ervoor gekozen om de vervallende termijnen te verlengen tot dertig dagen na het einde van de in artikel 1 bedoelde periode.

Die extra periode van dertig dagen maakt het mogelijk dat de partijen - particulieren zowel als hun advocaten - en de betrokken instanties - zoals griffies - kunnen overleggen en zich herorganiseren om betekeningen, kennisgevingen, neerleggingen van memories, mededelingen enz. opnieuw vlot te laten verlopen, zodat vermeden wordt dat op de dag of in een korte periode onmiddellijk na het einde van de crisis, een ' bottleneck ' ontstaat.

De voorgestelde regeling zal in sommige gevallen allicht als genereus gepercipieerd worden, maar de huidige omstandigheden staan niet toe om voor elk van de talloze situaties en wettelijk bepaalde termijnen afzonderlijk en a.h.w. met een apothekersweegschaal, de perfect proportionele maatregel, *c.q.* verlenging te distilleren.

Bovendien streeft deze regeling een gelijke behandeling na van rechtzoekenden die verwickeld zijn in procedures voor de justitiële rechter en die welke actoren zijn in een procedure voor de Raad van State.

De ontworpen regeling sluit dan ook, het zij herhaald, inhoudelijk helemaal aan bij die welke beoogd wordt voor de hoven en de rechtbanken.

Ten slotte belet, overeenkomstig de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, de omstandigheid dat verschillende toestanden verschillend behandeld moeten worden niet dat, indien noodzakelijk, hun verscheidenheid opgevangen wordt in categorieën die slechts in grote lijnen en bij benadering met de werkelijkheid overeenstemmen.

Bij dit alles mag bovendien niet uit het oog verloren worden dat hier een per hypothese tijdelijke noodmaatregel genomen wordt » (*Belgisch Staatsblad*, 22 april 2020, pp. 27761-27762).

B.6.2.3. Het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12 voorzag eveneens, tussen 9 april en 3 mei 2020, in afwijkende regels voor de behandeling van de vorderingen tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid (artikel 2) en voor het houden van een openbare terechtzitting (artikel 3) of voor de elektronische mededeling (artikelen 4 en 5) voor de Raad van State.

De periode bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 5 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12 is verlengd tot en met 18 mei 2020 bij het koninklijk besluit van 4 mei 2020 « tot verlenging van sommige maatregelen genomen bij het Koninklijk Besluit nr. 12 van 21 april 2020 met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging voor de Raad van State en de schriftelijke behandeling van de zaken », vervolgens tot en met 30 juni 2020 bij het koninklijk besluit van 18 mei 2020 « tot verlenging van sommige maatregelen genomen bij het Koninklijk besluit nr. 12 van 21 april 2020 met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging voor de Raad van State en de schriftelijke behandeling van de zaken ».

De verlenging van de termijnen voor het instellen en behandelen van de procedures, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12, is echter niet verlengd.

In het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het voormeld koninklijk besluit van 4 mei 2020 wordt in dat verband aangegeven :

« De regeling van artikel 1 van het KB nr. 12 wordt niet verlengd omdat er geen juridische onzekerheid mag bestaan over een langere periode voor wat de geviseerde overheidsbehandelingen betreft » (*Belgisch Staatsblad*, 4 mei 2020, p. 30338).

B.6.3. Artikel 2 van de wet van 24 december 2020 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I) » heeft het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12, alsook de voormelde besluiten van 4 en 18 mei 2020 bekrachtigd.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid en van de omvang van het beroep*

B.7. In hoofddeorde voert de Waalse Regering de niet-ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging aan, in zoverre het is gericht tegen artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 en niet tegen het bij die bepaling bekrachtigde besluit.

B.8.1. Wanneer een besluit het voorwerp is van een decretale bekrachtiging, wordt het zelf een decretale norm vanaf zijn inwerkingtreding. Het Hof is bevoegd om te toetsen of de decretale norm, die zich de bepalingen van het besluit eigen heeft gemaakt, een van de bepalingen schendt waarvan het Hof de inachtneming dient te verzekeren.

B.8.2. Aangezien hij het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 2 heeft bekrachtigd, moet worden aangenomen dat de decreetgever zich de aangelegenheden heeft eigen gemaakt die in dat besluit door de uitvoerende macht worden geregeld, overeenkomstig de machtiging vervat in het decreet van 17 maart 2020, zodat een bevoegdheids-overschrijding in het raam van het bekrachtigde besluit eveneens toe te schrijven is aan de decreetgever.

Door een schending aan te voeren van de bevoegdheidsverdelende regels die vervat zou zijn in het bekrachtigingsdecreet, in zoverre dat laatste zich de bepalingen toe-eigent van het voormelde besluit, zoals dat werd bekrachtigd bij het bestreden decreet, vraagt de verzoekende partij aan het Hof na te gaan of het bekrachtigde besluit en het bekrachtigingsdecreet ervan, die een wetgevend geheel vormen, verenigbaar zijn met de bevoegdheidsverdelende regels.

B.8.3. Daar de verzoekende partij haar grieven richt tegen het bekrachtigingsdecreet, in zoverre het zich de bepalingen van het bekrachtigde besluit toe-eigent, is het niet vereist dat zij in het verzoekschrift eveneens het bekrachtigde besluit bestrijdt.

In het kader van de bijzonderemachtenprocedure, zoals te dezen, zou een eventuele retroactieve vernietiging van het bekrachtigingsdecreet immers tot gevolg hebben dat, overeenkomstig de machtigingsnorm, het bekrachtigde besluit zou worden geacht nooit uitwerking te hebben gehad, zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020.

B.8.4. De exceptie wordt verworpen.

B.9. Volgens de Waalse Regering zou het verzoekschrift tot vernietiging eveneens onontvankelijk moeten worden verklaard, aangezien de verzoekende partij, die niet het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20, noch artikel 4 van het decreet van 3 december 2020 dat het bekrachtigt, heeft bestreden niet doet blijken van een belang bij het beroep, terwijl het beroep dat voor de Raad van State is ingesteld tegen de aan de verzoekende partij verleende vergunning, onontvankelijk is wegens de door die bepalingen uitgevoerde verlenging.

B.10. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.11.1. De verzoekende partij verantwoordt haar belang om in rechte te treden, door het feit dat het beroep tot vernietiging dat is ingesteld tegen de stedenbouwkundige vergunning die haar is verleend, onontvankelijk zou zijn op grond van de federale wetgeving, terwijl het onontvankelijk zou zijn op grond van de bestreden Waalse wetgeving.

B.11.2. Zoals is vermeld in B.3 schort artikel 2 van het besluit dat is bekrachtigd bij artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 de termijnen van de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State op, door in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een paragraaf 4 in te voegen.

Aldus heeft het door de bestreden bepaling bekrachtigde besluit een opschortingsregeling ingevoerd die ertoe heeft geleid dat de termijn werd verlengd waarbinnen de aan de verzoekende partij verleende vergunning kon worden bestreden. De bestreden bepaling heeft derhalve een invloed op de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het beroep tot nietigverklaring van die vergunning, hetgeen de situatie van de verzoekende partij rechtstreeks en ongunstig beïnvloedt.

Het gegeven dat de opschorting die is ingevoerd bij het door de bestreden bepaling bekrachtigde besluit, in artikel 14, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is verlengd bij het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20, bekrachtigd bij artikel 4 van het decreet van 3 december 2020, wijzigt die vaststelling niet.

B.12. De Ministerraad verzoekt van zijn kant het Hof om ervan uit te gaan dat het verzoekschrift tevens artikel 4 van het decreet van 3 december 2020 beoogt, daar die bepaling, die het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 bekrachtigt, onlosmakelijk zou zijn verbonden met het bestreden artikel 2.

B.13.1. Het Hof bepaalt de omvang van het beroep tot vernietiging op grond van de inhoud van het verzoekschrift en inzonderheid op grond van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen daadwerkelijk grieven zijn gericht.

Te dezen is het verzoekschrift gericht tegen artikel 2 van het decreet van 3 december 2020, doch uitsluitend in zoverre het artikel 2 van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 2 bekrachtigt, dat een paragraaf 4 invoegt in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

B.13.2. Het Hof kan evenwel de bepalingen die niet zijn bestreden ambtshalve vernietigen indien zij onlosmakelijk verbonden zijn met de voormelde bepaling.

*Ten gronde*

B.14. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 160 van de Grondwet en de artikelen 10 en 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre de bestreden bepaling, door het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 2 te bekrachtigen, inbreuk maakt op een aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid, zonder dat is voldaan aan de voorwaarden om een beroep te doen op de impliciete bevoegdheden.

De Ministerraad, die tussenkomt in de procedure, steunt de door de verzoekende partij gevorderde vernietiging.

B.15. De Waalse Regering betwist het belang van de verzoekende partij bij het enige middel, om dezelfde redenen als die welke zijn aangevoerd in verband met de ontvankelijkheid van het verzoekschrift.

B.16. Wanneer een verzoekende partij doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de bestreden bepalingen te vorderen, moet zij daarbovenop niet doen blijken van een belang bij de middelen die zij aanvoert.

Voor het overige, aangezien het verzoekschrift slechts één middel bevat, valt de exceptie van niet-ontvankelijkheid van het middel te dezen samen met de exceptie van niet-ontvankelijkheid van het verzoekschrift, die is verworpen.

B.17. In de uiteenzetting van het enige middel voert de verzoekende partij enkel aan dat de bestreden bepaling de bevoegdheidverdelende regels schendt, zonder uiteen te zetten in welke zin de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zouden zijn geschonden.

Het Hof onderzoekt derhalve niet of de bestreden bepaling bestaanbaar is met die bepalingen.

B.18. Artikel 160 van de Grondwet bepaalt :

« Er bestaat voor geheel België een Raad van State, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald. De wet kan evenwel aan de Koning de macht toekennen de rechtspleging te regelen overeenkomstig de beginselen die zij vaststelt.

De Raad van State doet bij wege van arrest uitspraak als administratief rechtscollege en geeft advies in de door de wet bepaalde gevallen.

[...] ».

Die bepaling behoudt aan de federale overheid de bevoegdheid voor om de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van de Raad van State te bepalen, met inbegrip van de procedureregels, en de gevallen te definiëren waarin de Raad van State bij wege van arrest uitspraak doet als administratief rechtscollege en advies uitbrengt.

B.19. Door een besluit te bekrachtigen dat, in artikel 14, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de algemene procedureregels wijzigt die van toepassing zijn op de termijn van het beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State, maakt de decreetgever inbreuk op de bevoegdheid die bij artikel 160 van de Grondwet aan de federale overheid is voorbehouden.

B.20.1. Artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 maakt het evenwel mogelijk om decretale bepalingen vast te stellen in aangelegenheden waarvoor de Parlementen niet bevoegd zijn, met inbegrip van, overeenkomstig artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de aangelegenheden die de Grondwet aan de federale wetgever heeft voorbehouden.

In het kader van de toewijzing van bijzondere machten, moeten de door de regeringen van de deelentiteiten genomen maatregelen vallen onder de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten. Die regeringen kunnen derhalve, in dat kader, bepalingen vaststellen in aangelegenheden waarvoor hun parlementen niet bevoegd zijn, op voorwaarde dat zij, overeenkomstig een wetgevende machtiging en onder voorbehoud van een wetgevende bekrachtiging, handelen met inachtneming van de voorwaarden die zijn bepaald in artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.20.2. Opdat artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing kan zijn, is het vereist dat de aangenomen reglementering noodzakelijk is voor de uitoefening van de bevoegdheden van het gewest, dat de aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling en dat de weerslag van de bestreden bepalingen op de aangelegenheid slechts marginaal is.

B.21.1. Zoals is vermeld in B.3.3 en in B.5.2 zijn het bekrachtigde besluit en de bestreden bepaling verantwoord door wettige doelstellingen bestaande in « het garanderen van de continuïteit van de openbare dienstverlening, het waarborgen van het gelijkheidsbeginsel en het vrijwaren van de rechtszekerheid, [het nemen van] maatregelen [...] die ertoe strekken dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impact van de gezondheids crisis op de dagelijkse werking van de overheidsdiensten of omdat hij zich zelf niet in een situatie bevond die hem toelaat die diensten uit te oefenen ».

Ten aanzien van de inbreuk op de federale bevoegdheid om de termijnen van de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State te regelen, wordt aangevoerd dat het optreden van het Waalse Gewest « noodzakelijk is voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden daar de hierbij ingevoerde regel van elke samenhang ontdaan zou worden indien een extern beroep tegen een bestuursakte op een wijze behandeld zou worden die zou verschillen van een intern beroep ».

De ingevoerde opschortingsregeling steunt derhalve op het idee van een onontbeerlijk parallellisme tussen, enerzijds, de opschorting van de dwingende termijnen die zijn vastgesteld bij of krachtens de Waalse wetgeving en, anderzijds, de opschorting van de termijnen met betrekking tot de beroepen tot nietigverklaring die voor de Raad van State zijn ingesteld tegen akten van administratieve overheden die vallen onder de Waalse wetgeving.

Dat standpunt kan niet worden gevolgd. De opschorting van de « interne » dwingende termijnen die van toepassing zijn op de administratieve procedures die worden behandeld door de overheden die vallen onder de Waalse wetgeving heeft immers tot gevolg de termijnen op te schorten die van toepassing zijn op de aanneming van akten waartegen een beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State zou kunnen worden ingesteld, zodat die maatregel volstaat om, bij wege van gevolgtrekking, het ingaan op te schorten van de termijnen van « externe » beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State ten aanzien van die akten. Zoals de Raad van State bij zijn arrest nr. 249.019 van 24 november 2020 heeft geoordeeld, heeft de opschorting van uitsluitend de dwingende termijnen van toepassing op het gewestelijk bestuurlijk optreden, « geen enkel noodzakelijk gevolg voor het ingaan en berekenen van de termijnen die van toepassing zijn op de juridictionele procedure voor de Raad van State ».

Een maatregel inzake de opschorting van de termijnen van de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State, een aangelegenheid die ressorteert onder de federale overheid, was dus niet noodzakelijk voor de uitoefening van de bevoegdheden van het Waalse Gewest.

B.21.2. Het niet-noodzakelijke karakter van de bestreden maatregel, voor de uitoefening van de bevoegdheden van het Waalse Gewest, wordt voorts bevestigd door het feit dat de federale overheid zelf een maatregel heeft genomen inzake de verlenging van de termijnen van de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State, in artikel 1 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12, bekrachtigd bij de wet van 24 december 2020.

In tegenstelling tot wat de Waalse Regering aanvoert, kunnen de woorden « onverminderd de door de bevoegde overheid getroffen of te treffen regelingen », in artikel 1 van het koninklijk bijzonderemachtenbesluit nr. 12, geen machtiging vormen die door de federale wetgever zou worden verleend om inbreuk te maken op zijn eigen bevoegdheid, daar de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten zich niet kunnen ontdoen van een bevoegdheid die aan hen is toegekend door de Grondwet of door de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, noch die kunnen opzeggen of uitwisselen.

B.22.1. De argumentatie van het Waalse Gewest volgens welke de aangelegenheid zich zou lenen tot een gedifferentieerde regeling daar die alleen betrekking heeft op de akten van de administratieve overheden die vallen onder het recht van het Waalse Gewest, kan evenmin worden gevolgd, net zo min als de bewering dat die maatregel slechts een marginale impact zou hebben omdat die slechts gedurende een zeer beperkte periode in de tijd van toepassing zou zijn.

B.22.2. Het gegeven dat de bestreden maatregel alleen betrekking heeft op de akten van administratieve overheden die vallen onder het recht van het Waalse Gewest, betekent niet dat de aangelegenheid van de termijnen met betrekking tot de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State zich leent tot een gedifferentieerde regeling. Immers, zoals reeds is uiteengezet in B.6, heeft de federale overheid een regeling aangenomen om te voorkomen dat de gezondheids crisis nadelige juridische gevolgen heeft voor de rechtzoekenden wat betreft de proceduretermijnen voor de Raad van State. De federale maatregel inzake de verlenging van de proceduretermijnen die verstrijken tussen 9 april en 3 mei 2020, voor een duur van dertig dagen na afloop van die periode, streeft hetzelfde doel na als de bestreden maatregel en is, zoals de bestreden maatregel, beperkt in de tijd.

Hoewel zij identieke doelen nastreven en uitzonderlijke maatregelen vormen, waren de federale regeling en de gewestelijke regeling echter onderscheiden wat betreft hun uitwerking, hun gevolgen en hun referentieperiode, daar het ging om, enerzijds, een forfaitaire verlenging van alleen de proceduretermijnen die verstrijken gedurende een bepaalde periode (tussen 9 april en 3 mei 2020), voor een duur van dertig dagen na afloop van die periode, met uitsluiting van de vorderingen tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid en de vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen bij uiterst dringende noodzakelijkheid ingesteld gedurende die periode, en, anderzijds, een algemene opschorting van de termijnen van de beroepen tot nietigverklaring voor de Raad van State gedurende een bepaalde periode (tussen 18 maart en 30 april 2020).

Niet alleen was de bestreden maatregel niet noodzakelijk voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden, zoals is vermeld in B.21.1, maar, gecombineerd met de federale maatregel inzake de verlenging van de proceduretermijnen, leidt hij tot rechtsonzekerheid ten aanzien van de berekening van de termijnen voor de rechtzoekenden, die worden onderworpen aan onderscheiden procedurele behandelingen ten aanzien van de beroeps- en proceduretermijnen voor de Raad van State, naargelang zij al dan niet partij zijn bij een contentieux betreffende akten van de administratieve overheden die vallen onder het recht van het Waalse Gewest.

B.22.3. Ten slotte betekent het feit dat een maatregel van toepassing is gedurende een zeer korte periode in de tijd niet noodzakelijk dat de impact ervan marginaal is.

Gelet op de gevolgen van de bestreden maatregel op het vlak van de rechtszekerheid, kan de impact van die maatregel, die raakt aan de fundamentele regels inzake de berekening van de beroepstermijnen voor de Raad van State, ook al is die beperkt in de tijd, niet als marginaal worden beschouwd.

B.23. Het middel is gegrond. Bijgevolg dient artikel 2 van het decreet van 3 december 2020 te worden vernietigd, in zoverre het artikel 2 van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 2 bekrachtigt.

B.24. De bepalingen die onlosmakelijk zijn verbonden met de bestreden bepaling moeten eveneens worden vernietigd, namelijk artikel 4 van het decreet van 3 december 2020, in zoverre het de artikelen 2 en 4 van het Waalse bijzonderemachtenbesluit nr. 20 bekrachtigt.

B.25. Gelet op hetgeen voorafgaat, dient het nieuwe middel dat is aangevoerd door de Ministerraad overeenkomstig artikel 85, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, alsook de door de Waalse Regering aangevoerde exceptie van ongrondwettigheid ten aanzien van die bepaling, niet te worden onderzocht.

*Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen*

B.26. In uiterst ondergeschikte orde vraagt de Waalse Regering aan het Hof de gevolgen te handhaven van de bepaling die zou worden vernietigd indien het middel gegrond wordt bevonden, teneinde elke rechtsonzekerheid te voorkomen voor de adressaten van de maatregel, en rekening te houden met de gevolgen van een vernietiging voor het annulatiecontentieux voor de Raad van State.

B.27. Alvorens te beslissen de gevolgen van de bestreden bepalingen te handhaven, moet het Hof vaststellen dat het voordeel dat uit de niet-gemoduleerde vaststelling van ongrondwettigheid voortvloeit, buiten verhouding staat tot de verstoring die zij voor de rechtsorde met zich zou meebrengen.

B.28. Teneinde elke rechtsonzekerheid te vermijden ten aanzien van de berekening van de termijnen die van toepassing zijn op de juridictionele procedure voor de Raad van State die zou kunnen voortvloeien uit een retroactieve vernietiging te dezen, moeten de gevolgen van de vernietigde bepalingen, met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, definitief worden gehandhaafd.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt :

- artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 3 december 2020 « houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 », in zoverre het artikel 2 bekrachtigt van het bijzonderemachtenbesluit nr. 2 van de Waalse Regering van 18 maart 2020 « betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 »;

- artikel 4 van hetzelfde decreet van 3 december 2020, in zoverre het de artikelen 2 en 4 bekrachtigt van het bijzonderemachtenbesluit nr. 20 van de Waalse Regering van 18 april 2020 « tot verlenging van de termijnen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 »;

2. handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 19 mei 2022.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
P. Nihoul

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2022/203241]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 69/2022 vom 19. Mai 2022

Geschäftsverzeichnisnummer 7599

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. Dezember 2020 « zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtenerlasse der Wallonischen Regierung », erhoben von der « Immo Soille » GmbH.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune und E. Bribosia, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 11. Juni 2021 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Juni 2021 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Immo Soille » GmbH, unterstützt und vertreten durch RA J. Sambon, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. Dezember 2020 « zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtenerlasse der Wallonischen Regierung » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Dezember 2020).

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Die Nichtigkeitsklage richtet sich gegen Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. Dezember 2020 « zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtenerlasse der Wallonischen Regierung » (nachstehend: Dekret vom 3. Dezember 2020), insofern diese Bestimmung den Sondervollmächtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 « über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » (nachstehend: bestätigter Erlass) bestätigt.

*In Bezug auf die angefochtene Bestimmung und deren Kontext*

B.2. Im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise wurde das Dekret der Wallonischen Region vom 17. März 2020 « zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise » (nachstehend: Dekret vom 17. März 2020) angenommen, um « es den wallonischen Behörden zu erlauben, im Notfall nahezu in Echtzeit Maßnahmen zu ergreifen, mit denen auf die Folgen dieser Krise reagiert werden kann » (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2019-2020, Nr. 135/1, S. 3). Auf diese Weise « ermächtigt das Parlament die Regierung, Erlasse in den Angelegenheiten zu verabschieden, die von der Verfassung Gesetzesbestimmungen vorbehalten sind, wobei dieses Verfahren unter außergewöhnlichen oder besonderen Umständen zulässig ist » (ebenda).

Mit dem Dekret vom 17. März 2020 werden so der Wallonischen Regierung « Sondervollmachten » gewährt, « um es der Wallonischen Region zu ermöglichen, auf die Covid-19-Pandemie zu reagieren » und « im strengen Rahmen der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen alle nützlichen Maßnahmen [zu] ergreifen, um jede Situation zu verhindern und zu bewältigen, die ein Problem darstellt und die dringend werden muss, weil andernfalls eine ernsthafte Gefahr bestehen würde » (Artikel 1 § 1), sowie um « im Falle einer auf die Covid-19-Pandemie zurückzuführenden Vertagung des Wallonischen Parlaments [...] ausschließlich zum Zwecke der Gewährleistung der Kontinuität des öffentlichen Dienstes, und soweit die Dringlichkeit ihrer Aktion begründet ist », « alle nützlichen Maßnahmen in den Angelegenheiten [zu] ergreifen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » (Artikel 2 § 1 Absatz 1).

Die aufgrund dieser beiden Bestimmungen angenommenen Erlasse « können geltende Dekretsbestimmungen aufheben, ergänzen, abändern oder ersetzen, dies sogar in Angelegenheiten, die die Verfassung ausdrücklich dem Dekret vorbehält » (Artikel 1 § 2 Absatz 1 und 2 § 2 Absatz 1). Diese Erlasse « können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen bzw. Gutachten eingeholt wurden », einschließlich der Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates « in den von der Regierung besonders begründeten Fällen » (Artikel 3 § 1). Sie werden vor ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Präsidenten des Wallonischen Parlaments übermittelt (Artikel 3 § 2).

Diese Erlasse müssen innerhalb von einem Jahr ab ihrem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt werden; werden sie nicht in der in Absatz 1 erwähnten Frist bestätigt, gelten sie als nie wirksam geworden (Artikel 4).

Die durch das Dekret vom 17. März 2020 der Regierung erteilte Ermächtigung gilt für drei Monate ab seinem Inkrafttreten, wobei diese Frist einmal um den gleichen Zeitraum verlängert werden kann (Artikel 5). Diese Ermächtigung ist also « gemäß dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz » « angesichts der außergewöhnlichen gesundheitlichen Umstände, die sie rechtfertigen, zeitlich strikt begrenzt » (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2019-2020, Nr. 135/1, S. 3).

B.3.1. Der bestätigte Erlass ist kraft der im Dekret vom 17. März 2020 enthaltenen Ermächtigung ergangen, auf der Grundlage der Erwägung, dass die Coronavirus COVID-19-Pandemie « die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen » und « ebenfalls den Bürgern die Möglichkeit nehmen könnte, ihre Rechte im Rahmen der Verwaltungsverfahren und Beschwerden auf nützliche und effektive Weise gelten zu lassen » (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. März 2020, S. 16594).

In der ursprünglich angenommenen Fassung bestimmte der bestätigte Erlass:

« Artikel 1. Die zwingenden Fristen und die Beschwerdefristen, die in den Dekreten und Verordnungen der Wallonischen Region festgelegt sind, oder die kraft Letzterer angenommen worden sind, sowie die Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, werden ab dem 18. März 2020 für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt.

Art. 2. Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

‘ § 4. Die Fristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor der Abteilung der administrativen Streitsachen in Bezug auf Akte, die von Verwaltungsbehörden angenommen wurden, oder auf Rechtsvorschriften der Wallonischen Region anwendbar sind, werden ab dem 18. März 2020 und für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt.

Die Regierung kann die Aufhebung dieser Aussetzung vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist beschließen.

Art. 3. Die Regierung stellt das Ende des in Artikeln 1 und 2 genannten Aussetzungszeitraums durch Erlass fest.

Art. 4. Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft ».

B.3.2. Gemäß Artikel 2 des bestätigten Erlasses wurden die Beschwerdefristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor dem Staatsrat in Bezug auf Akte, die von Verwaltungsbehörden angenommen wurden, oder auf Rechtsvorschriften der Wallonischen Region anwendbar sind, zwischen dem 18. März und dem 16. April 2020 einschließlich ausgesetzt.

B.3.3. In der Präambel des bestätigten Erlasses ist angegeben, dass die Aussetzung der Fristen für Nichtigkeitsklagen beim Staatsrat unmittelbar mit der Aussetzung aller zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Ordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zusammenhängt:

« In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 11. März 2020 das Coronavirus COVID-19 als Pandemie bezeichnet hat;

In der Erwägung, dass die ergriffenen und noch zu ergreifenden Maßnahmen zur Eindämmung der Virusverbreitung in der Bevölkerung so geartet sind, dass sie jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, und bestimmte Dienstleistungen sogar lahmlegen könnten;

Dass die Virusverbreitung ebenfalls den Bürgern die Möglichkeit nehmen könnte, ihre Rechte im Rahmen der Verwaltungsverfahren und Beschwerden auf nützliche und effektive Weise gelten zu lassen;

In der Erwägung, dass die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger wegen den Auswirkungen der Gesundheitskrise auf das tägliche Funktionieren der öffentlichen Dienste oder durch die Tatsache, dass er selbst nicht in der Lage ist, seine Rechte und Pflichten auszuüben, weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird, so dass weiterhin die Kontinuität der öffentlichen Dienste gewährleistet, der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass auch sichergestellt werden muss, dass die öffentlichen Dienste in der Lage sind, die in ihre Zuständigkeit fallenden Verwaltungsverfahren und Beschwerden wirksam zu bearbeiten, wobei zu vermeiden ist, dass im Falle einer nicht fristgerechten Bearbeitung Entscheidungen von Amts wegen getroffen werden;



In der Erwägung, dass es somit erforderlich ist, alle zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie die Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, auszusetzen;

Dass vorgeschlagen wird, diese Fristen ab dem 18. März 2020 und für einen Zeitraum von 30 Tagen auszusetzen, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt. Diese Fristen werden ab dem Tag nach demjenigen der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt des Regierungserlasses, in dem das Ende der Aussetzungsfrist festgehalten wird, erneut laufen;

Dass, da die Regierung dazu gebracht werden kann, das Datum des Inkrafttretens eines Erlasses zu bestimmen, es unter den gegenwärtigen Umständen vernünftig ist, ihr zu erlauben, über das Datum zu entscheiden, an dem er seine Wirkung verliert;

Dass die in dem vorliegenden Sondervollmächtererlass genannte Maßnahme so außergewöhnlich ist, dass sie, sobald sich herausstellt, dass sie nicht mehr gerechtfertigt ist, zu beenden, oder aber zu verlängern ist;

[...]

Dass die hier umgesetzte Regelung bedeutungslos wäre, wenn sie nicht auch auf Beschwerden anwendbar wäre, die vor dem Staatsrat gegen Akte der Verwaltungsbehörden, die dem Wallonischen Recht unterliegen, eingelegt werden können;

Dass es in dieser Hinsicht erforderlich ist, Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abzuändern, um die Aussetzung um den gleichen Zeitraum der Befassung des Verwaltungsgerichts zu verankern;

Dass diese Maßnahme aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen gerechtfertigt ist; dass sie für die Ausübung der regionalen Befugnisse notwendig ist, da der hier eingeführte Mechanismus an Kohärenz verlieren würde, wenn eine externe Beschwerde gegen einen Verwaltungsakt anders behandelt würde als eine interne Beschwerde; dass sie sich für eine differenzierte Behandlung eignet, wenn sie nur Akte der Verwaltungsbehörden betrifft, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, und dass sie nur marginale Auswirkungen hat, da sie nur für einen sehr begrenzten Zeitraum gelten wird » (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. März 2020, S. 16594).

B.3.4. Artikel 3 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 3 vom 18. März 2020 « betreffend die Angelegenheiten, die kraft Artikel 138 der Verfassung der Wallonischen Region übertragen worden sind, und über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » (nachstehend: wallonischer Sondervollmächtererlass Nr. 3), der nicht angefochten wird, sieht ebenfalls für die der Region kraft Artikel 138 der Verfassung übertragenen Angelegenheiten vor, dass die Beschwerdefristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor dem Staatsrat anwendbar sind, für einen Zeitraum von dreißig Tagen zwischen dem 18. März und dem 16. April 2020 einschließlich ausgesetzt werden.

B.4.1. Der Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 20 vom 18. April 2020 « zur Verlängerung der Fristen in dem Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, und in dem Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 3 vom 18. März 2020 betreffend die Angelegenheiten, die kraft Artikel 138 der Verfassung der Wallonischen Region übertragen worden sind, und über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » (nachstehend: wallonischer Sondervollmächtererlass Nr. 20) hat den bestätigten Erlass sowie den wallonischen Sondervollmächtererlass Nr. 3 abgeändert und den in diesen Erlassen vorgesehenen Aussetzungszeitraum verlängert.

Der wallonische Sondervollmächtererlass Nr. 20 bestimmt:

« Artikel 1. In Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird die Wortfolge ' für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt. ' durch die Wortfolge ' für einen ersten Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal bis zu einem durch einen Erlass der Regierung festgelegten Datum verlängert werden kann, wobei jeder Zeitraum 30 Tage nicht überschreiten darf und die Notwendigkeit im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands zu begründen ist. ' ersetzt.

Art. 2. In Artikel 14 Paragraph 4 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 wird die Wortfolge ' für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt. ' durch die Wortfolge ' für einen ersten Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal bis zu einem durch einen Erlass der Regierung festgelegten Datum verlängert werden kann, wobei jeder Zeitraum 30 Tage nicht überschreiten darf und die Notwendigkeit im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands zu begründen ist. ' ersetzt.

Art. 3. Die Frist nach Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird um einen neuen Zeitraum von 30 Tagen, der am 17. April 2020 beginnt und am 30. April einschließlich endet, verlängert.

Art. 4. Die Frist nach Artikel 14 Paragraph 4 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 wird um einen neuen Zeitraum von 30 Tagen, der am 17. April 2020 beginnt und am 30. April einschließlich endet, verlängert.

[...]

Art. 7. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft ».

B.4.2. Gemäß Artikel 4 des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 20 wurde der in dem durch Artikel 2 des bestätigten Erlasses eingefügten Artikel 14 § 4 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat (nachstehend: koordinierte Gesetze über den Staatsrat) festgelegte Zeitraum der Aussetzung der Beschwerdefristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor dem Staatsrat anwendbar sind, um den Zeitraum vom 17. April bis zum 30. April 2020 einschließlich verlängert.

Die Beschwerdefristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor dem Staatsrat in Bezug auf Akte, die von Verwaltungsbehörden angenommen wurden, oder auf Rechtsvorschriften der Wallonischen Region anwendbar sind, wurden somit in Anwendung des bestätigten Erlasses und des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 20 vom 18. März 2020 bis zum 30. April 2020 einschließlich ausgesetzt.

B.4.3. In der Präambel des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 20 wird Folgendes erwähnt:

« In Erwägung des Beschlusses der Föderalregierung vom 15. April 2020 zur Verlängerung des Zeitraums, in dem Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung gelten, bis einschließlich 3. Mai;

[...]

In der Erwägung, dass der ursprünglich vorgesehene Aussetzungszeitraum im Prinzip am 16. April 2020 um Mitternacht enden sollte;

In der Erwägung, dass es jedoch erforderlich ist, die Aussetzung aller zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, für einen Zeitraum bis zum 3. Mai einschließlich zu verlängern;

Dass, da die Regierung dazu gebracht werden kann, das Datum des Inkrafttretens eines Erlasses zu bestimmen, es somit unter den gegenwärtigen Umständen angemessen ist, ihr ebenfalls zu erlauben, über das Datum zu entscheiden, an dem er seine Wirkung verliert;

Dass die in dem vorliegenden Sondervollmächtererlass genannte Maßnahme so außergewöhnlich ist, dass sie, sobald sich herausstellt, dass sie nicht mehr gerechtfertigt ist, zu beenden, oder aber zu verlängern ist » (*Belgisches Staatsblatt* vom 22. April 2020, SS. 27655-27656).

B.5.1. Gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 wird durch den angefochtenen Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 der wallonische Sondervollmächtererlass Nr. 2 bestätigt, während durch Artikel 4 des Dekrets vom 3. Dezember 2020, der nicht angefochten wird, unter anderem die Artikel 2 und 4 des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 20 bestätigt werden.

Gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 17. März 2020 « zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise für die von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten » wird durch Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 « zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung für die in Artikel 138 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten » der wallonische Sondervollmächtererlass Nr. 3 bestätigt.

B.5.2. In den Vorarbeiten zu dem Artikel, der den angefochtenen Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 geworden ist, werden die gleichen Erwägungen erwähnt wie in der Präambel des bestätigten Erlasses:

« Cet article vise à confirmer l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population ont été de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne et à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services.

Cette dernière était également susceptible de priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, il convenait de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci.

Il convenait également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement les recours et procédures administratives relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis.

[...]

Compte tenu de ce qui précède, il est apparu nécessaire de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ainsi que les enquêtes publiques.

Ces délais se sont vu suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

[...]

Enfin, le dispositif mis en œuvre s'appliquait également aux recours qui pouvaient être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'État.

A ce titre, l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973 s'est vu modifié afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative. Cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En effet, la mesure était rendue nécessaire à l'exercice des compétences régionales, en ce compris dans des matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne. Elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et [...] revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps » (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2020-2021, Nr. 292/1, S. 17).

B.6.1. Des Weiteren erteilt Artikel 3 des Gesetz vom 27. März 2020 « zur Ermächtigung des Königs, Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu ergreifen (I) » (nachstehend: Gesetz vom 27. März 2020) dem König « Sondervollmachten », die es Ihm ermöglichen, « unter Berücksichtigung der Grundsätze der Unabhängigkeit und der Unparteilichkeit und unter Beachtung der Rechte der Verteidigung der Rechtsuchenden die Zuständigkeit, die Arbeitsweise und das Verfahren einschließlich der durch Gesetz vorgesehenen Fristen der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates und der Verwaltungsgerichte anzupassen, um das reibungslose Funktionieren dieser Instanzen und insbesondere die Kontinuität der Rechtspflege und die Durchführung ihrer anderen Aufträge gewährleisten zu können ».

In den Vorarbeiten zu dem Gesetzesvorschlag, der Artikel 3 des Gesetzes vom 27. März 2020 zugrunde lag, wird dargelegt:

« Le bon fonctionnement du Conseil d'État et des juridictions administratives, est assuré en prévoyant la possibilité d'adapter la compétence, le fonctionnement et la procédure. Les mesures peuvent comprendre, entre autres, des dispositions visant à assurer une protection juridique aux parties qui peuvent démontrer qu'elles n'ont pas pu respecter certains délais de procédure en raison de mesures prises pour se conformer aux directives émises par les autorités publiques pour lutter contre le coronavirus » ((*Parl. Dok.*, Kammer, 2019-2020, DOC 55-1104/001, S. 8).

B.6.2.1. Gemäß der in dieser Bestimmung enthaltenen Ermächtigung bestimmt Artikel 1 des königlichen Sondervollmächtenerslass Nr. 12 vom 21. April 2020 « über die Verlängerung der Verfahrensfristen vor dem Staatsrat und das schriftliche Verfahren » (nachstehend: königlicher Sondervollmächtenerslass Nr. 12):

« Sans préjudice des régimes adoptés ou à adopter par les autorités compétentes, les délais, applicables à l'introduction et au traitement des procédures devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, qui arrivent à échéance pendant la période s'étendant du 9 avril 2020 au 3 mai 2020 inclus, date ultime que le Roi peut adapter par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et dont l'expiration peut ou pourrait entraîner la forclusion ou une autre sanction à défaut de traitement dans les délais, sont prolongés de plein droit de trente jours à l'issue de cette période prolongée s'il échet.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux demandes de suspension d'extrême urgence et aux demandes de mesures provisoires d'extrême urgence introduites au cours de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

Artikel 1 des königlichen Sondervollmächtenerslasses Nr. 12 legt so für die auf die Einleitung und Bearbeitung von Verfahren vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates anwendbaren Fristen, die zwischen dem 9. April und dem 3. Mai 2020 ablaufen, eine Verlängerung von dreißig Tagen nach diesem Zeitraum fest. Diese Maßnahme gilt jedoch nicht für während dieses Zeitraums eingereichte Aussetzungsanträge in äußerster Dringlichkeit und Anträge auf vorläufige Maßnahmen in äußerster Dringlichkeit.

B.6.2.2. Im Bericht an den König vor dem königlichen Sondervollmächtenerslass Nr. 12 wird angeführt:

« Depuis que les prescriptions de sécurité plus sévères imposées par le Gouvernement et les restrictions de la vie publique et de la liberté de mouvement qui en découlent sont entrées en vigueur, le risque est devenu réel que des actes de procédure requis devant des organes juridictionnels ne puissent pas être accomplis dans les délais. Certes, la force majeure suspend tout délai, mais il est évident qu'il y aura grand débat quant à la question de savoir si les mesures de lutte contre le coronavirus constituent en toutes circonstances pareille forme, *a fortiori* une forme stricte, de force majeure.

Pour le Conseil d'État également, le risque est réel que des actes de procédure ne puissent pas être accomplis dans les délais.

Pour ce motif, il faut éviter des effets juridiques préjudiciables durant toute cette période, ce qui signifie que les délais de forclusion procédurales qui arrivent à échéance pendant cette période de crise, doivent être prorogés. Cela s'applique également aux délais de forclusion qui font l'objet d'une sanction analogue, comme par exemple l'écartement d'office des débats d'un mémoire tardif.

À l'instar des procédures devant les cours et tribunaux, le présent projet prévoit dès lors une prorogation des délais de trente jours.

Ce délai de trente jours - et donc pas d'un mois comme il est prévu pour les cours et tribunaux - répond aux prescriptions spécifiques en matière de calcul des délais qui s'appliquent au Conseil d'État.

Cette prorogation s'applique tant aux délais dans lesquels les parties doivent introduire leur demande - en règle générale respectivement soixante ou trente jours - qu'à ceux dans lesquels les parties doivent déposer leurs mémoires, demander la poursuite de la procédure ou accomplir d'autres actes de procédure (par exemple l'introduction d'une demande en intervention). Dans l'intérêt de la sécurité juridique, pareille réglementation simple et uniforme, en quelque sorte 'forfaitaire', s'impose, parce qu'elle défend au mieux les intérêts juridiques et parce qu'elle offre de ce fait à chacun la possibilité d'agir encore dans un délai raisonnable une fois terminée la période de crise actuelle. Par conséquent, afin d'éviter que, par exemple, le jour où prendra fin la crise soit d'emblée celui où il faudrait agir *in extremis*, ce qui pourrait être le cas si les délais sont suspendus, il est opté pour la prorogation de trente jours des délais venant à échéance dans la période visée à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette période supplémentaire de trente jours permet aux parties - tant aux particuliers qu'à leurs avocats - et aux instances concernées - comme les greffes - de se concerter et de se réorganiser afin que les significations, notifications, dépôts de mémoires, communications, etc. puissent à nouveau se faire aisément, et ce pour éviter l'apparition d'un 'goulet d'étranglement' lors du seul jour qui suit immédiatement la fin de la crise ou au cours d'une brève période consécutive à cet événement.

La réglementation proposée sera sans doute perçue dans certains cas comme généreuse, mais les circonstances actuelles ne permettent pas d'appliquer un dosage 'd'apothicaire' pour établir la proportion parfaite ou, le cas échéant, la prorogation pour chacune des nombreuses situations et chacun des délais fixés par la loi séparément.

En outre, cette réglementation poursuit une égalité de traitement des justiciables impliqués dans des procédures devant le juge judiciaire et des acteurs d'une procédure devant le Conseil d'État.

La réglementation envisagée rejoint dès lors, rappelons-le, en tous points, sur le fond, celle qui est envisagée pour les cours et tribunaux.

Enfin, conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, le fait que des situations différentes doivent être traitées différemment n'empêche pas, si nécessaire, d'appréhender leur diversité en faisant usage de catégories qui ne correspondent à la réalité que de manière simplifiée et approximative. Par ailleurs, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'il s'agit ici d'une mesure d'urgence, par hypothèse temporaire » (*Belgisches Staatsblatt* vom 22. April 2020, SS. 27761-27762).

B.6.2.3. Der königliche Sondervollmächtenerslass Nr. 12 legte ebenfalls für den Zeitraum zwischen dem 9. April und dem 3. Mai 2020 abweichende Regeln für die Bearbeitung von Aussetzungsanträgen in äußerster Dringlichkeit (Artikel 2) und das Abhalten öffentlicher Sitzungen (Artikel 3) oder die elektronische Kommunikation (Artikel 4 und 5) vor dem Staatsrat fest.

Der in den Artikeln 2, 3, 4 und 5 des königlichen Sondervollmächtererlasses Nr. 12 erwähnte Zeitraum wurde bis zum 18. Mai 2020 einschließlich durch den königlichen Erlass vom 4. Mai 2020 « zur Verlängerung bestimmter durch den königlichen Erlass Nr. 12 vom 21. April 2020 über die Verlängerung der Verfahrensfristen vor dem Staatsrat und das schriftliche Verfahren ergriffener Maßnahmen », sodann bis zum 30. Juni 2020 einschließlich durch den königlichen Erlass vom 18. Mai 2020 « zur Verlängerung bestimmter durch den königlichen Erlass Nr. 12 vom 21. April 2020 über die Verlängerung der Verfahrensfristen vor dem Staatsrat und das schriftliche Verfahren ergriffener Maßnahmen » verlängert.

Jedoch wurde die Verlängerung der Fristen für die Einleitung und Bearbeitung von Verfahren, die in Artikel 1 des königlichen Sondervollmächtererlasses Nr. 12 erwähnt ist, nicht verlängert.

Im Bericht an den König vor dem vorerwähnten königlichen Erlass vom 4. Mai 2020 heißt es diesbezüglich:

« Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'AR n° 12 ne sont pas prolongées du fait qu'il ne peut y avoir d'insécurité juridique sur une période plus longue en ce qui concerne les actes visés de l'autorité » (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. Mai 2020, S. 30338).

B.6.3. Artikel 2 des Gesetzes vom 24. Dezember 2020 « zur Bestätigung der Königlichen Erlasse zur Anwendung des Gesetzes vom 27. März 2020 zur Ermächtigung des Königs, Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu ergreifen (II) » hat den königlichen Sondervollmächtererlass Nr. 12 sowie die vorerwähnten Erlasse vom 4. und 18. Mai 2020 bestätigt.

*In Bezug auf die Zulässigkeit und die Tragweite der Klage*

B.7. Die Wallonische Regierung führt hauptsächlich die Unzulässigkeit der Nichtigkeitsklage an, insofern sie gegen Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 und nicht gegen den von dieser Bestimmung bestätigten Erlass gerichtet ist.

B.8.1. Wenn ein Erlass durch Dekret bestätigt wird, wird er selbst ab dem Datum seines Inkrafttretens eine Dekretsnorm. Der Gerichtshof ist befugt zu prüfen, ob die Dekretsnorm, die die Bestimmungen des Erlasses übernommen hat, nicht gegen eine der Bestimmungen verstößt, deren Einhaltung er gewährleisten muss.

B.8.2. Durch die Bestätigung des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 2 gelten die von der ausführenden Gewalt in diesem Erlass geregelten Angelegenheiten gemäß der im Dekret vom 17. März 2020 enthaltenen Ermächtigung als vom Dekretgeber übernommen, sodass eine im bestätigten Erlass begangene Befugnisüberschreitung ebenfalls dem Dekretgeber anzulasten ist.

Indem sie eine Verletzung der Regeln der Zuständigkeitsverteilung anführt, die in dem Bestätigungsdekret enthalten wäre, insofern dieses die Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses in der durch das angefochtene Dekret bestätigten Fassung übernimmt, bittet die klagende Partei den Gerichtshof, die Vereinbarkeit des Gesetzespakets, das aus dem bestätigten Erlass und seinem Bestätigungsdekret besteht, mit den Regeln der Zuständigkeitsverteilung zu prüfen.

B.8.3. Da die klagende Partei ihre Beschwerdegründe gegen das Bestätigungsdekret richtet, insofern es die Bestimmungen des bestätigten Erlasses übernimmt, ist es nicht erforderlich, dass sie in der Klageschrift ebenfalls den bestätigten Erlass anfecht.

Im Rahmen des Verfahrens der Sondervollmachten wie im vorliegenden Fall hätte eine eventuelle rückwirkende Nichtigerklärung des Bestätigungsdekrets nämlich zur Folge, dass der bestätigte Erlass gemäß der Ermächtigungsnorm als nie wirksam geworden gelten würde, wie es Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 vorsieht.

B.8.4. Die Einrede wird abgewiesen.

B.9. Laut der Wallonischen Regierung müsste die Nichtigkeitsklageschrift auch wegen fehlenden Interesses der klagenden Partei, die den wallonischen Sondervollmächtererlass Nr. 20 sowie Artikel 4 des Dekrets vom 3. Dezember 2020, der ihn bestätigte, nicht angefochten habe, obgleich die Klage vor dem Staatsrat gegen die der klagenden Partei gewährte Genehmigung aufgrund der von diesen Bestimmungen vorgenommenen Verlängerung zulässig sei, für unzulässig erklärt werden.

B.10. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.11.1. Die klagende Partei weist ihr Interesse an der Klageerhebung damit nach, dass die Nichtigkeitsklage gegen die Städtebaugenehmigung, die ihr gewährt wurde, nach den föderalen Rechtsvorschriften unzulässig wäre, während sie nach den angefochtenen wallonischen Rechtsvorschriften zulässig sei.

B.11.2. Wie in B.3 erwähnt, wird durch Artikel 2 des durch Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 bestätigten Erlasses eine Aussetzung der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat vorgenommen, indem er einen Paragraphen 4 in Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat einfügt.

Auf diese Weise wurde durch den durch die angefochtene Bestimmung bestätigten Erlass eine Aussetzungsregelung eingeführt, die zur Folge gehabt hat, dass sich die Frist, in der die der klagenden Partei erteilte Genehmigung angefochten werden konnte, verlängert hat. Durch die angefochtene Bestimmung wird daher die zeitliche Zulässigkeit der Klage auf Nichtigerklärung dieser Genehmigung beeinflusst, was die Situation der klagenden Partei unmittelbar und ungünstig beeinflusst.

Der Umstand, dass die Aussetzung, die durch den durch die angefochtene Bestimmung bestätigten Erlass in Artikel 14 § 4 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat umgesetzt wurde, durch den wallonischen Sondervollmächtererlass Nr. 20, der durch Artikel 4 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 bestätigt wurde, verlängert wurde, ändert nichts an dieser Feststellung.

B.12. Der Ministerrat bittet wiederum den Gerichtshof, in Betracht zu ziehen, dass sich die Klageschrift ebenfalls gegen Artikel 4 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 richte, da diese Bestimmung, mit der der wallonische Sondervollmächtererlass Nr. 20 bestätigt werde, untrennbar mit dem angefochtenen Artikel 2 verbunden sei.

B.13.1. Der Gerichtshof bestimmt den Umfang der Nichtigkeitsklage anhand des Inhalts der Klageschrift, insbesondere auf Grundlage der Darlegung der Klagegründe. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf die Bestimmungen, gegen die tatsächlich auch Einwände erhoben wurden.

Im vorliegenden Fall ist die Klageschrift gegen Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 gerichtet, aber nur insoweit, als er Artikel 2 des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 2 bestätigt, durch den ein Paragraph 4 in Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingefügt wird.

B.13.2. Der Gerichtshof kann jedoch von Amts wegen Bestimmungen, die nicht angefochten wurden, für nichtig erklären, wenn sie sich als untrennbar mit der vorerwähnten Bestimmung verbunden herausstellen.

*Zur Hauptsache*

B.14. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 160 der Verfassung und die Artikel 10 und 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insofern die angefochtene Bestimmung durch die Bestätigung des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 2 in die dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltene Zuständigkeit eingreift, ohne dass die Bedingungen, um sich auf die impliziten Zuständigkeiten zu berufen, erfüllt sind.

Der Ministerrat, der dem Verfahren beigetreten ist, unterstützt die von der klagenden Partei beantragte Nichtigkeitsklärung.

B.15. Die Wallonische Regierung bestreitet das Interesse der klagenden Partei an dem einzigen Klagegrund aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die zur Zulässigkeit der Klageschrift angeführt wurden.

B.16. Wenn eine klagende Partei das erforderliche Interesse nachweist, um die Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen zu beantragen, braucht sie nicht außerdem ein Interesse an den von ihr angeführten Klagegründen nachzuweisen.

Im Übrigen deckt sich die Einrede der Unzulässigkeit des Klagegrunds im vorliegenden Fall mit der Einrede der Unzulässigkeit der Klageschrift, die zurückgewiesen wurde, da die Klageschrift nur einen einzigen Klagegrund enthält.

B.17. In den Darlegungen des einzigen Klagegrunds führt die klagende Partei nur an, dass die angefochtene Bestimmung gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung verstoße, ohne darzulegen, inwiefern die Artikel 10 und 11 der Verfassung verletzt würden.

Der Gerichtshof prüft daher nicht, ob die angefochtene Bestimmung mit diesen Bestimmungen vereinbar ist.

B.18. Artikel 160 der Verfassung bestimmt:

« Es gibt für ganz Belgien einen Staatsrat, dessen Zusammensetzung, Zuständigkeit und Arbeitsweise durch Gesetz bestimmt werden. Das Gesetz kann dem König jedoch die Macht übertragen, das Verfahren zu regeln gemäß den Grundsätzen, die es festlegt.

Der Staatsrat befindet als Verwaltungsgerichtsbarkeit im Wege eines Entscheids und gibt in den durch Gesetz bestimmten Fällen Gutachten ab.

[...] ».

Diese Bestimmung behält der Föderalbehörde die Zuständigkeit vor, die Zusammensetzung, Zuständigkeit und Arbeitsweise des Staatsrates, einschließlich der Verfahrensregeln, zu bestimmen und die Fälle zu bestimmen, in denen der Staatsrat als Verwaltungsgerichtsbarkeit im Wege eines Entscheids befindet und Gutachten abgibt.

B.19. Durch die Bestätigung eines Erlasses, mit dem in Artikel 14 § 4 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat die allgemeinen Verfahrensregeln, die auf die Frist für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat anwendbar sind, abgeändert werden, greift der Dekretgeber in die durch Artikel 160 der Verfassung der Föderalbehörde vorbehaltene Zuständigkeit ein.

B.20.1. Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erlaubt es jedoch, dass Dekrete Bestimmungen in Angelegenheiten erlassen, die nicht in die Zuständigkeit der Parlamente fallen, auch um gemäß Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 Angelegenheiten zu regeln, die die Verfassung dem föderalen Gesetzgeber vorbehalten hat.

Im Rahmen der Einräumung von Sondervollmachten dürfen die von den Regierungen der föderierten Teilgebiete getroffenen Maßnahmen nicht über die Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen hinausgehen. Diese Regierungen können somit in diesem Rahmen Bestimmungen in Angelegenheiten annehmen, die nicht in die Zuständigkeit ihrer Parlamente fallen, sofern sie gemäß einer Ermächtigung durch ein Gesetz und vorbehaltlich einer Bestätigung durch den Gesetzgeber unter Einhaltung der durch Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vorgesehenen Bedingungen handeln.

B.20.2. Damit Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angewandt werden kann, muss die angenommene Regelung notwendig sein für die Ausübung der Befugnisse der Region, muss die Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignen und darf die Auswirkung der angefochtenen Bestimmungen auf die Angelegenheit nur marginal sein.

B.21.1. Wie in B.3.3 und B.5.2 erwähnt, wurden der bestätigte Erlass und die angefochtene Bestimmung mit dem legitimen Ziel gerechtfertigt, dass « die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger wegen den Auswirkungen der Gesundheitskrise auf das tägliche Funktionieren der öffentlichen Dienste oder durch die Tatsache, dass er selbst nicht in der Lage ist, seine Rechte und Pflichten auszuüben, weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird, so dass weiterhin die Kontinuität der öffentlichen Dienste gewährleistet, der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden ».

In Bezug auf den Eingriff in die föderale Zuständigkeit, die Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat zu regeln, wurde vorgebracht, dass das Tätigwerden der Wallonischen Region « für die Ausübung der regionalen Befugnisse notwendig ist, da der hier eingeführte Mechanismus an Kohärenz verlieren würde, wenn eine externe Beschwerde gegen einen Verwaltungsakt anders behandelt würde als eine interne Beschwerde ».

Die umgesetzte Aussetzungsregelung stützt sich folglich auf die Idee einer unerlässlichen Parallelität zwischen einerseits der Aussetzung der zwingenden Fristen, die durch oder kraft der wallonischen Rechtsvorschriften festgelegt sind, und andererseits der Aussetzung der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat, die gegen Akte der Verwaltungsbehörden, die den wallonischen Rechtsvorschriften unterliegen, erhoben werden.

Diesem Standpunkt kann nicht gefolgt werden. Der Umstand, dass die zwingenden « internen » Fristen, die auf Verwaltungsverfahren anwendbar sind, die von Behörden bearbeitet werden, die den wallonischen Rechtsvorschriften unterliegen, ausgesetzt werden, hat nämlich die Aussetzung der Fristen zur Folge, die auf die Annahme von Akten, gegen die eine Nichtigkeitsklage beim Staatsrat erhoben werden könnte, anwendbar sind, sodass diese Maßnahme ausreicht, um das Einsetzen der Fristen für « externe » Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat in Bezug auf diese Akte zu verschieben. Wie der Staatsrat in seinem Entscheid Nr. 249.019 vom 24. November 2020 geurteilt hat, hat die Aussetzung der zwingenden Fristen, die nur auf die regionale Verwaltungstätigkeit anwendbar sind, « keine notwendige Folge für das Einsetzen und die Berechnung der Fristen, die auf Gerichtsverfahren vor dem Staatsrat anwendbar sind ».

Eine Maßnahme zur Aussetzung der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat, das heißt einer Angelegenheit, die in die Zuständigkeit der Föderalbehörde fällt, war also für die Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region nicht notwendig.

B.21.2. Die fehlende Notwendigkeit der angefochtenen Maßnahme für die Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region wird auch durch den Umstand bestätigt, dass die Föderalbehörde selbst in Artikel 1 des durch das Gesetz vom 24. Dezember 2020 bestätigten königlichen Sondervollmächtererlasses Nr. 12 eine Maßnahme zur Verlängerung der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat angenommen hat.

Im Gegensatz zu dem, was die Wallonische Regierung anführt, kann der Ausdruck « unbeschadet der von den zuständigen Behörden angenommenen oder anzunehmenden Regelungen », der in Artikel 1 des königlichen Sondervollmächtererlasses Nr. 12 enthalten ist, keine Ermächtigung darstellen, die vom föderalen Gesetzgeber erteilt worden wäre, in seine eigene Zuständigkeit einzugreifen, da die Föderalbehörde, die Gemeinschaften und die Regionen nicht auf eine Zuständigkeit, die ihnen von der Verfassung oder dem Sondergesetz zur Reform der Institutionen zugewiesen wurde, verzichten, diese aufgeben oder sie tauschen können.

B.22.1. Man kann auch weder der Argumentation der Wallonischen Region, dass sich die Angelegenheit für eine differenzierte Behandlung eignen würde, da sie nur Akte der Verwaltungsbehörden betrifft, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, noch der Behauptung folgen, dass diese Maßnahme nur marginale Auswirkungen hätte, da sie nur für einen sehr begrenzten Zeitraum gelten werde.

B.22.2. Der Umstand, dass die angefochtene Maßnahme nur Akte der Verwaltungsbehörden betrifft, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, bedeutet nicht, dass sich die Angelegenheit der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat für eine differenzierte Behandlung eignet. Wie bereits in B.6 dargelegt wurde, hat die Föderalbehörde nämlich eine Regelung angenommen, um zu vermeiden, dass die Gesundheitskrise für die Rechtsuchenden nachteilige Rechtsfolgen in Bezug auf die Verfahrensfristen vor dem Staatsrat hat. Die föderale Maßnahme zur Verlängerung der Verfahrensfristen, die zwischen dem 9. April und dem 3. Mai 2020 ablaufen, um einen Zeitraum von dreißig Tagen nach diesem Zeitraum verfolgt dieselbe Zielsetzung wie die angefochtene Maßnahme und sie ist wie die angefochtene Maßnahme zeitlich begrenzt.

Auch wenn sie die gleichen Zielsetzungen verfolgen und außergewöhnliche Maßnahmen darstellen, waren die föderale Regelung und die regionale Regelung in Bezug auf ihre Konzeption, ihre Folgen und ihren Bezugszeitraum dennoch unterschiedlich, denn es handelte sich einerseits um eine pauschale Verlängerung nur der während eines bestimmten Zeitraums (zwischen dem 9. April und dem 3. Mai 2020) abgelaufenen Verfahrensfristen um einen Zeitraum von dreißig Tagen nach diesem Zeitraum, unter Ausschluss von während dieses Zeitraums eingereichten Aussetzungsanträgen in äußerster Dringlichkeit und Anträgen auf vorläufige Maßnahmen in äußerster Dringlichkeit, und andererseits um eine allgemeine Aussetzung der Fristen für Nichtigkeitsklagen vor dem Staatsrat während eines bestimmten Zeitraums (zwischen dem 18. März und dem 30. April 2020).

Abgesehen davon, dass die angefochtene Maßnahme - wie in B.21.1 erwähnt - für die Ausübung der regionalen Befugnisse nicht notwendig war, hat sie in Verbindung mit der föderalen Maßnahme zur Verlängerung der Verfahrensfristen zur Folge, dass Rechtsunsicherheit in Bezug auf die Berechnung der Fristen für die Rechtsuchenden entsteht, die einer unterschiedlichen verfahrensmäßigen Behandlung bezüglich der Beschwerde- und Verfahrensfristen vor dem Staatsrat unterliegen, je nachdem, ob sie Partei in einer Streitsache, die sich auf Akte der Verwaltungsbehörden bezieht, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, sind oder nicht.

B.22.3. Schließlich bedeutet der Umstand, dass eine Maßnahme für einen sehr begrenzten Zeitraum gilt, nicht zwangsläufig, dass sie marginale Auswirkungen hat.

In Anbetracht der Folgen der angefochtenen Maßnahme im Bereich der Rechtssicherheit können die Auswirkungen dieser Maßnahme, die die grundlegenden Regeln zur Berechnung der Beschwerdefristen vor dem Staatsrat antastet, auch wenn sie für einen begrenzten Zeitraum gilt, nicht als marginal angesehen werden.

B.23. Der Klagegrund ist begründet. Artikel 2 des Dekrets vom 3. Dezember 2020 ist folglich für nichtig zu erklären, insofern dadurch Artikel 2 des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 2 bestätigt wird.

B.24. Die untrennbar mit der für nichtig erklärten Bestimmung verbundenen Bestimmungen müssen ebenfalls für nichtig erklärt werden, und zwar Artikel 4 des Dekrets vom 3. Dezember 2020, insofern er die Artikel 2 und 4 des wallonischen Sondervollmächtererlasses Nr. 20 bestätigt.

B.25. Unter Berücksichtigung des Vorstehenden sind der neue vom Ministerrat gemäß Artikel 85 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof angeführte Klagegrund ebenso wie die von der Wallonischen Regierung vorgebrachte Einrede der Verfassungswidrigkeit gegen diese Bestimmung nicht zu prüfen.

#### *In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen*

B.26. Äußerst hilfsweise beantragt die Wallonische Regierung beim Gerichtshof, die Folgen der Bestimmung, die für nichtig erklärt wird, wenn der Klagegrund als begründet angesehen würde, aufrechtzuerhalten, um jede Rechtsunsicherheit für die Adressaten der Maßnahme zu vermeiden und die Folgen einer Nichtigerklärung für die Nichtigkeitsstreitsachen vor dem Staatsrat zu berücksichtigen.

B.27. Vor der Entscheidung, die Folgen von angefochtenen Bestimmungen aufrechtzuerhalten, muss der Gerichtshof feststellen, dass der Vorteil aus einer nicht modulierten Feststellung der Verfassungswidrigkeit nicht im Verhältnis zu der dadurch für die Rechtsordnung entstehenden Störung steht.

B.28. Um jede Rechtsunsicherheit in Bezug auf die Berechnung der Fristen, die auf das Gerichtsverfahren vor dem Staatsrat anwendbar sind, die sich aus einer rückwirkenden Nichtigerklärung im vorliegenden Fall ergeben könnte, zu vermeiden, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 endgültig aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt

- Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. Dezember 2020 « zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung », insofern er Artikel 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 « über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » bestätigt, und

- Artikel 4 desselben Dekrets vom 3. Dezember 2020, insofern er die Artikel 2 und 4 des wallonischen Sondervollmächterlasses Nr. 20 vom 18. April 2020 « zur Verlängerung der Fristen in dem Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, und in dem Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 3 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen » bestätigt,

für nichtig;

2. erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrecht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Mai 2022.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
P. Nihoul

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/31728]

**31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la liste des implantations des établissements d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2020-2021 en application de l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, notamment l'article 2, 1<sup>o</sup> ;

Vu la demande de l'Administration, la demande des Pouvoirs organisateurs et la proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire formulée lors de ses réunions du 18 juin 2020, du 17 septembre 2020 et du 15 octobre 2020 ;

Considérant la nécessité de disposer d'une liste unique et vérifiée pour l'application du décret du 28 avril 2004 précité ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont reconnues comme implantations d'un établissement d'enseignement secondaire en application de l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, les implantations reprises dans les listes visées aux annexes 1 à 9 du présent arrêté.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 2020 déterminant la liste des implantations des établissements d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2019-2020 en application de l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 4.** La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET  
La Ministre de l'Education,  
C. DESIR